מדינת ישראל

משרד ראש הממשלה

גנזך המדינה

עניני רונולדים - N

המזכיר הצבאי - מנהלה

Constitutional Regulations of the State of Lebanon

יולי 1934

מס' תיק 22

מחלקה המזכיר הכללי - מנהלה

מס' תיק N/6/34

מס' מיכל

N	6	34

330/N

GOVERNMENT OF PALESTINE

C.S.O.

SUBJECT: Constitutional Regulations of the State of Lebanon

A. Cohen - 24300 - 5000 - 26.10.35

CONNECTED FILES

NUMBER AND YEAR	SUBJECT

C. S. O. MINUTE PAPER | J | 26 | 34 |

SUBJECT Constitutional Regulations of the State of Lebanon

(1)

D/o letter from M. le Vicomte d'Aumale – 29.1.34 forwarding two copies of the Constitutional Regulations of Lebanon

(2)

D/o letter to M. le Vicomte d'Aumale – 30.1.34

(3)

A.S. Recirculated for an indication of the action required.

Ags. (1) for information

L. A.

22. 2.

(4)

22.2

C.S.O. 30.

30 January, 1934.

My dear d'Aumale,

Thank you very much for the two copies of the Constitutional Regulations relating to the State of Lebanon which you were so kind as to send me.

I shall read them with interest.

Yours very sincerely,

(Sgd) I. Holborn [illegible]

M. le Vicomte d'Aumale.

DRAFT

Letter
~~Telegram~~
~~Despatch~~ to M. le Vicomte d'Aumale

( )

Thank you very much for the two copies of the Constitutional Regulations relating to the state of Lebanon which you were so kind as to send me.

I shall read them with interest.

(

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
EN PALESTINE ET TRANSJORDANIE

JÉRUSALEM, LE 29 Janvier 1934
Téléphone N° 29

(R) (1)

Mon cher Hall.

Je viens de recevoir de M. de Martel le texte des divers Arrêtés établissant les nouvelles règles constitutionnelles qu'il a été nécessaire de prendre dans l'Etat du Liban.

J'ai pensé qu'il pourrait être intéressant pour le Gouvernement de la Palestine d'en avoir le texte. Je vous en envoie donc ci-joint deux exemplaires, un en Français et un en Arabe.

Croyez-moi toujours

le plus sincèrement vôtre,

[signature]

REPUBLIQUE LIBANAISE

Le Président

Beyrouth, 2 Janvier 1934

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de remettre entre vos mains le mandat que votre éminent prédécesseur m'a confié le 9 Mai 1932.

Le programme de redressement sur lequel l'entente s'est faite alors entre M. PONSOT et moi a été exécuté dans toute la mesure où son exécution ne s'est pas heurtée à des obstacles imprévisibles.

D'indéniables résultats obtenus grâce au concours dévoué de mes collaborateurs français et libanais attestent l'activité déployée par le Gouvernement libanais depuis 19 mois tant dans le domaine de la législation que dans celui de l'administration.

L'équilibre du budget a été assuré par une réduction impitoyable du train de vie de l'Etat et malgré des dégrèvements parfois considérables accordés au contribuable libanais. La loi sur les pensions de retraite a été revisée dans le sens d'un allègement important des charges du Trésor. Un dernier accord conclu avec les porteurs de la dette publique a libéré le Liban à des conditions favorables de tout engagement extérieur.

Les Municipalités, notamment celles des centres d'estivage, ont été réorganisées et mises à même d'entreprendre sous le contrôle sévère de l' Etat et au moyen d'avances consenties par lui les travaux d'édilité nécessaires ou utiles.

....

En vue de faciliter et de hâter l'exécution des travaux municipaux en particulier et des travaux publics en général, un décret spécial a codifié en les simplifiant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le décret n° 17, qui constitue la Charte de l'Hygiène au Liban, a édicté les mesures propres à assurer dans tous les domaines la protection de la santé publique. La législation sanitaire a été complétée par un décret sur les établissements dangereux, incommodes ou insalubres. En vue de lutter contre la dépréciation croissante des fruits libanais sur les marchés extérieurs, un programme méthodique d'amélioration et de contrôle des exportations libanaises a été élaboré et déjà partiellement appliqué avec un succès évident.

L'équipement hydraulique du pays a été sérieusement amorcé par la réalisation de multiples adductions d'eau, la réfection des principaux systèmes existants d'irrigation et enfin la mise à exécution du fameux projet du Jamounié.

Un nouveau code de procédure civile a été promulgué et entrera en vigueur en même temps que le code des obligations.

De nombreux textes ont été pris dans le but de rétablir l'ordre et la discipline dans les services publics et de mettre fin aux abus qui en entravaient le fonctionnement régulier.

Puisque les objeectifs visés le 9 Mai 1932 sont aujourd'hui atteints et qu'il s'agit de substituer à un état de choses essentiellement provisoire un régime durable, j'estime que l'heure du départ a sonné pour moi. Je ne veux ni me perpétuer ni me survivre. A une situation nouvelle, il faut un homme nouveau.

.....

A travers tous ses représentants au Liban, la France, dont j'ai toujours confondu la cause avec celle de mon pays, m'a témoigné une confiance et une bienveillance indéfectibles. Elle pourra toujours compter sur ma profonde gratitude et mon entier dévouement.

En vous remerciant vivement de toutes les marques de sympathie que vous m'avez données, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

Charles DEBBAS.

Beyrouth, le deux Janvier 1934

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date de ce jour par laquelle vous me faites connaître votre désir de vous démettre de vos fonctions de chef du pouvoir exécutif qui vous avaient été confiées par mon prédécesseur le neuf Mai 1932.

Tout en regrettant de voir ainsi se terminer la collaboration qu'en votre qualité de Président de la République vous avez apportée à l'autorité mandataire depuis le 26 Mai 1926 et dont j'ai pu moi-même mesurer et apprécier toute la valeur, je ne puis que m'incliner devant une décision plusieurs fois ajournée et que d'ailleurs vous aviez fait prévoir à M. PONSOT comme à moi-même.

Aussi bien, puis-je espérer que votre concours nous demeurera acquis et que, même rentré dans la vie privée, vous voudrez bien continuer d'apporter le bénéfice de votre expérience à l'harmonieux développement de l'oeuvre dont la France est ici chargée en vertu de l'Acte de Mandat.

Il m'est particulièrement agréable en cette occasion de rappeler l'activité féconde, l'inlassable dévouement et les qualités éprouvées d'administrateur dont vous avez fait preuve au cours de votre longue mission.

Ces qualités ne se sont jamais affirmées plus hautement que, quand après avoir été à deux reprises appelé par le vote du Parlement à la magistrature suprême, vous avez accepté de continuer à assumer les charges du pouvoir avec une abnégation et un esprit de sacrifice répondant à la confiance générale.

.....

Je n'ai point à revenir sur l'importance de l'oeuvre accomplie au cours de cette dernière partie de votre mandat, il me suffit de constater qu'elle a rendu possible une réadaptation de la vie constitutionnelle qui doit conduire le pays dans la voie du progrès.

En vous remerciant encore, Monsieur le Président, des éminents services que vous avez rendus à la cause franco-libanaise, je vous prie d'accepter l'expression de ma très haute considération.

D. de MARTEL.

ARRETE N° 1

du 2 Janvier 1934

pris en exécution de l'Acte de Mandat, réglant à titre provisoire l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics dans la République Libanaise.

Le Haut Commissaire de la République Française,

Vu l'Acte de Mandat du 24 Juillet 1922,

Vu les Décrets du Président de la République Française en date des 23 Novembre 1920 et 16 Juillet 1933,

Vu l'article 90 de la Constitution de la République Libanaise,

Vu l'Arrêté n° 55/LR du 9 Mai 1932 portant suspension partielle de l'application de cette Constitution en ses titres II, III et IV,

Considérant qu'il y a lieu d'associer des représentants du pays à la gestion des affaires publiques,

arrête :

Article Premier.- L'organisation des pouvoirs exécutif et législatif dans la République Libanaise et les rapports de ces pouvoirs entre eux sont, à titre provisoire, réglés par les dispositions suivantes.

Article 2.- Le pouvoir législatif s'exerce par la Chambre des Députés.

/.....

Article 3.- Le Chef du Gouvernement désigné conformément à l'article 2 de l'arrêté n° 55/LR du 9 Mai 1932 prend le titre de Président de la République. Il exerce le pouvoir exécutif avec l'assistance d'un Secrétaire d'Etat responsable devant lui seulement et dans les cas prévus aux articles 33, 42 et 43, d'un Conseil de Gouvernement.

Article 4.- La Chambre des Députés comprend :

1°) des députés élus dans les conditions déterminées par la loi électorale, à raison d'un député par 50.000 habitants;

2°) sept députés nommés par Décret du Président de la République pris sur l'avis conforme du Conseil de Gouvernement et choisis dans les catégories suivantes :

a) avocats, médecins, pharmaciens, professeurs de l'enseignement supérieur, ingénieurs, directeurs ou rédacteurs en chef de journaux ayant exercé leur profession pendant dix ans au moins;

b) commerçants, industriels et agriculteurs ayant dirigé pendant dix ans au moins une maison de commerce, un établissement industriel ou une exploitation agricole;

c) fonctionnaires ou anciens fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire ayant occupé pendant dix ans au moins des fonctions équivalentes ou supérieures à celles de Directeur de Service général ou de Président de Chambre à la Cour d'Appel et de Cassation.

Article 5.- Le Secrétaire d'Etat peut être pris indistinctement tant dans la Chambre des députés qu'en dehors d'elle. Il y a incompatibilité entre le mandat de député et la charge de Secrétaire d'Etat. Le député

.....

nommé Secrétaire d'Etat est considéré comme démissionnaire de son mandat législatif si dans les huit jours qui suivent sa nomination il n'a pas refusé par écrit les fonctions de Secrétaire d'Etat.

<u>Article 6</u>.- Le Conseil de Gouvernement est composé du Secrétaire d'Etat, des Directeurs des services généraux de l'Etat, tels qu'ils sont énumérés par les articles 2 et 3 de l'Arrêté n° 55/LR, du 9 Mai 1932, et des deux plus hauts magistrats de l'ordre judiciaire. Il se réunit sous la présidence du Président de la République. Le Conseil de Gouvernement donne son avis à la majorité des voix. En cas de partage, celle du Président est prépondérante.

<u>Article 7</u>.- L'initiative des lois appartient au Président de la République et à la Chambre des Députés.

<u>Article 8</u>.- La Chambre se réunit chaque année en deux sessions ordinaires. La première s'ouvre le premier mardi qui suit le 15 Mars et se termine à la fin du mois d'Avril. La seconde s'ouvre le premier mardi qui suit le 15 Octobre. Elle est consacrée avant tous autres travaux à la discussion et au vote du budget. Elle dure jusqu'à la fin de l'année.

<u>Article 9</u>.- L'ouverture et la clôture des sessions ordinaires ont lieu de plein droit aux dates fixées par l'article 8.

Le Président de la République peut convoquer la Chambre en session extraordinaire. L'ouverture et la clôture des sessions extraordinaires sont fixées par décret.

L'ordre du jour en est fixé par le décret de convocation.

Article 10.- La Chambre et le pouvoir exécutif siègent à Beyrouth.

Article 11.- Le membre de la Chambre représente toute la Nation. Aucun mandat impératif ne peut lui être donné par ses électeurs ou par le pouvoir qui le nomme.

Article 12.- Les cas d'inaptitude à la qualité de député sont déterminés par la loi.

Article 13.- Les députés nommés ont les mêmes droits, garanties, immunités et obligations que les députés élus, et doivent remplir les mêmes conditions que les dits députés élus.

Toutefois les députés élus sont seuls compétents pour juger de la validité du mandat des membres élus. Aucun mandat ne peut être invalidé qu'à la majorité des deux tiers des voix des députés élus.

Article 14.- Toute réunion de la Chambre en dehors du temps légal de session est illicite et nulle de plein droit.

Article 15.- La Chambre ne peut valablement se constituer que par la présence de la majorité des membres qui la composent légalement.

Les votes sont acquis à la majorité des voix. En cas de partage égal, la question mise en délibération est rejetée.

Article 16.- Les discussions de la Chambre sont publiques. Toutefois, la Chambre se forme en comité secret sur la demande du Gouvernement ou de cinq de ses membres. Elle décide ensuite si la discussion doit être reprise en public sur le même sujet.

.....

Article 17.- Les votes sont émis à haute voix ou par assis et levé, sauf quand il s'agit d'élection, auquel cas, le scrutin est secret. Sur l'ensemble des lois et sur la question de confiance on vote toujours par appel nominal et à haute voix.

Article 18.- Toute proposition de loi qui aura été rejetée par la Chambre ne pourra être représentée dans la même session.

Article 19.- Aucun membre de la Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui pendant la durée de son mandat.

Article 20.- Aucun membre de la Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté pour infraction à la loi pénale qu'avec l'autorisation de la Chambre, sauf le cas de flagrant délit.

Article 21.- En cas de vacance d'un siège de la Chambre, il sera pourvu à la vacance dans un délai de deux mois par voie d'élection ou de nomination selon le cas. Le mandat du nouveau membre ne durera que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace. Il ne sera pas pourvu à la vacance si la Chambre est à moins de six mois de l'expiration de ses pouvoirs.

Article 22.- Les élections générales pour le renouvellement de l'Assemblée et la nomination des députés nommés, ont lieu dans les soixante jours qui précèdent l'expiration de leur mandat.

.....

Article 23.- La Chambre fait son règlement intérieur.

Article 24.- A l'ouverture de la session d'octobre, la Chambre réunie sous la présidence de son doyen d'âge, les deux plus jeunes membres faisant fonction de secrétaires, élit séparément au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés, un Président, un Vice-Président et deux secrétaires. Au troisième tour de scrutin, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Article 25.- Les membres de la Chambre ne votent que s'ils sont présents à la séance, le vote par procuration n'est pas admis.

Article 26.- La Chambre a seule le droit de maintenir l'ordre dans son sein par l'intermédiaire de son Président.

Article 27.- Toute pétition à la Chambre ne peut être faite et présentée que par écrit. Il est interdit d'apporter des pétitions en personne à la barre.

Article 28.- L'indemnité des membres de la Chambre est fixée par le Décret-Loi n° 2/L du 11 Mai 1932.

Article 29.- Aucun impôt ne peut être modifié ou supprimé qu'en vertu d'une loi.

.....

Article 30.- Chaque année, au début de la session d'octobre, le Secrétaire d'Etat soumet à la Chambre des Députés, pour examen et approbation, le budget général des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année suivante. Le budget est voté article par article.

Article 31.- La Chambre ne peut, au cours de la discussion du budget et des projets de loi portant ouverture de crédits supplémentaires ou extraordinaires, relever les crédits proposés dans le projet de budget ou dans les projets sus-indiqués, ni par voie d'amendement, ni par voie de propositions indépendantes. Elle ne peut en aucun cas créer de sa propre initiative de nouvelles dépenses.

Article 32.- Aucun crédit extraordinaire ne peut être ouvert que par une loi spéciale.

Néanmoins, lorsque des circonstances imprévues rendent nécessaires des dépenses urgentes, le Président de la République peut, par décret, ouvrir des crédits extraordinaires ou supplémentaires, ou opérer tous virements de crédits. Ces crédits ne peuvent dépasser 1.500 livres par article. Les mesures ainsi édictées sont soumises à la ratification de la Chambre à la première session qui suit.

Article 33.- Si la Chambre des députés n'a pas définitivement statué sur le projet de budget avant l'expiration de la session consacrée à l'examen du budget, le Président de la République convoquera l'Assemblée à une session extraordinaire expirant fin Janvier pour

.....

poursuivre la discussion du budget; si à la fin de cette session extraordinaire il n'est pas définitivement statué sur le budget, le Président de la République pourra par décret pris sur l'avis conforme du Conseil de Gouvernement, rendre le projet de budget exécutoire dans la forme où il a été présenté à la Chambre.

Le Président ne pourra exercer cette faculté que si le projet de budget a été présenté à la Chambre 15 jours au moins avant le commencement de la session ordinaire.

Au cours de la session extraordinaire, les impôts, contributions, taxes, droits et autres recettes continuent d'être perçus comme précédemment.

Les dépenses du mois de Janvier sont engagées sur la base du douzième provisoire de l'exercice précédent, majorée des crédits additionnels et supplémentaires permanents et diminuées des réductions permanentes.

<u>Article 34</u>.- Le compte définitif de l'administration des finances pour l'exercice clos doit être soumis à la Chambre et approuvé avant la promulgation du budget du deuxième exercice après celui auquel le compte se réfère.

<u>Article 35</u>.- Aucun emprunt public, aucun engagement pouvant grever le Trésor ne pourront être contractés qu'en vertu d'une loi.

<u>Article 36</u>.- Aucune concession ayant pour objet l'exploitation d'une richesse naturelle du pays ou un service d'utilité publique, ni aucun monopole ne peuvent être accordés qu'en vertu d'une loi et pour un temps limité.

<u>Article 37</u>.- Le Président de la République promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par la Chambre; il en assure l'exécution; il dispose à cet effet du pouvoir réglementaire sans pouvoir modifier les lois elles-mêmes ni

.....

assure l'exécution; il dispose à cet eff t du pouvoir réglementaire sans pouvoir modifier les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution.

Il a le droit de grâce; Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Article 38.- Le Président de la République nomme et révoque le Secrétaire d'Etat; il nomme une partie des députés conformément à l'article 4; il nomme à tous les emplois pour lesquels le mode de nomination ne sera pas autrement déterminé par la loi; il préside aux solennités nationales.

Article 39.- Chacun des actes du Président de la République doit être contresigné par le Secrétaire d'Etat. Il est fait exception pour la nomination et la révocation de ce dernier.

Article 40.- Le Président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission à lui faite de la loi définitivement adoptée; il doit promulguer, dans les cinq jours, les lois dont la promulgation p r un vote exprès de la Chambre aura été déclarée urgente.

Article 41.- Dans le délai fixé pour la promulgation, le Président de la République peut demander, une seule fois, une nouvelle délibération qui ne peut lui être refusée.

Quand le Président de la République use de ce droit, il n'est tenu de promulguer une loi que si cette loi a été votée à la Chambre en seconde délibération, par une majorité des trois quarts des membres composant légalement cette Assemblée.

.....

Article 42.- Le Président de la République peut rendre exécutoire, sur l'avis conforme du Conseil de Gouvernement, tout projet qui aura été déclaré préalablement urgent par le décret de transmission pris sur avis conforme dudit Conseil, et sur lequel la Chambre n'aura pas statué dans les quarante jours qui suivent sa communication à l'assemblée.

Article 43.- Le Président de la République peut ajourner la Chambre pour une durée n'excédant pas un mois. Il ne peut le faire deux fois dans la même session.

Article 44.- Le Président peut, par décret motivé, pris sur l'avis conforme du Conseil de Gouvernement, dissoudre la Chambre des Députés avant l'expiration légale du mandat de celle-ci.

En ce cas les nouvelles élections ont lieu dans un délai de trois mois à dater de l'acte de dissolution et la nouvelle Chambre est convoquée dans les quinze jours qui suivent la proclamation du résultat des élections.

Article 45.- La dotation du Président de la République est fixée par le Décret-Loi n° 1/L du 10 Mai 1932.

Article 46.- Le Secrétaire d'Etat a la direction supérieure de tous les services de l' Etat.

Il assure l'application des lois et règlements.

Article 47.- Le Secrétaire d'Etat a le libre accès de la Chambre et doit être entendu quand il le demande. Il peut se faire assister par un ou plusieurs fonctionnaires.

.....

Article 48.- En cas de vacance de la Présidence de la République, pour quelque raison que ce soit, le pouvoir exécutif est exercé à titre intérimaire par le Secrétaire d'Etat.

Article 49.- L'article 4 de l'Arrêté n° 55/LR, du 9 Mai 1932, est abrogé./.

Beyrouth, le 2 Janvier 1934

Le Haut Commissaire
de la République Française,

de MARTEL

Le Secrétaire Général :

LAGARDE

Le Conseiller Législatif :

M.Z.S.

ARRETE N° 2

du 2 JAN. 1934

concernant l'élection des Députés de la République Libanaise

Le Haut Commissaire de la République Française,

Vu l'Acte de Mandat du 24 juillet 1922,

Vu les décrets du Président de la République Française en date des 23 novembre 1930 et 16 juillet 1933;

Vu l'article 90 de la Constitution libanaise;

Vu l'arrêté N° 1 du 2 JAN. 1934 règlant à titre provisoire l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics dans la République libanaise;

ARRETE :

Chapitre Ier - De l'attribution et de la répartition des sièges et du mode de suffrage et de scrutin.

Art.Ier.- La Chambre des Députés de la République Libanaise comprend 18 membres élus.

Le District forme la circonscription électorale.

L'attribution des sièges est faite par décret du Président de la République proportionnellement au nombre des adhérents aux différents rites dans toute la République Libanaise.

Art. 2.- Pour répartir les sièges entre les Districts il est établi un quotient électoral qui s'obtient en divisant le chiffre total de la population par le nombre des membres de la Chambre des Députés à élire.

Dans chaque district, un siège au moins est attribué à tout rite comportant le quotient électoral. Lorsque la division du total des ressortissants d'un rite par le quotient électoral donne une fraction supérieure à la moitié de l'unité, le rite a cependant droit à un représentant.

De même si le résultat donne un nombre entier augmenté d'une fraction supérieure à la moitié de l'unité, le chiffre des Députés attribué est égal à ce nombre entier augmenté d'une unité.

Un siège de député prélevé sur le chiffre prévu à l'article premier, sera accordé aux rites minoritaires non représentés et attribué à Beyrouth.

Aucun rite ne peut avoir, pour l'ensemble des circonscriptions, ni plus ni moins de représentants que le nombre auquel lui donne droit le chiffre total de ses ressortissants dans l'Etat divisé par le quotient électoral.

Si la somme des représentants d'un rite dans l'ensemble des circonscriptions de l'Etat dépasse le chiffre fixé par l'alinéa précédent, le siège supplémentaire sera supprimé dans le District auquel il est attribué par la fraction la plus faible et où le rite est déjà représenté.

Au cas contraire, le siège à pourvoir est attribué à la fraction la plus forte.

Art. 3. - L'ensemble des électeurs de la circonscription électorale dans chaque collège, sans distinction de rite, vote pour le ou les candidats à élire.

Art. 4.- Le chiffre de la population est composé des inscriptions des citoyens du Grand Liban sur les registres " A" et "B" du recensement auxquels sont ajoutées les inscriptions de tous ceux qui, portés sur le registre " E", paient un impôt direct à l'Etat.

Art. 5 - Le décret pris par application du troisième alinéa de l'article premier restera en vigueur jusqu'après la clôture d'un nouveau recensement général de la population.

Art. 6.- Le suffrage est universel et direct.

Le scrutin est sécret.

Selon que le District a droit à un ou plusieurs élus, les députés sont nommés au scrutin uninominal ou au scrutin de liste dans les conditions déterminées ci-après.

Art. 7.- Nul ne peut être élu à la Chambre des Députés s'il n'est citoyen de la République Libanaise, électeur âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il ne jouit de ses droits civils et politiques et s'il ne sait lire et écrire.

Sera déchu de la qualité de député tout député qui, pendant la durée de son mandat, aura été frappé d'une condamnation comportant aux termes de l'article 13 la privation du droit d'être inscrit sur les listes électorales. La déchéance sera nécessairement constatée par la Chambre des députés sur le vu des pièces justificatives transmises par le Gouvernement.

Art. 8.- Les collèges électoraux sont convoqués par un décret du Président de la République. L'intervalle entre la publication du décret et l'ouverture des collèges électoraux est de quinze jours au moins. Sauf le cas de dissolution prévu et réglé par la Constitution de la République Libanaise, les élections générales ont lieu dans les soixante jours qui précèdent l'expiration des pouvoirs de la Chambre des Députés.

Art. 9.- En cas de vacance par décès, démission ou autrement, il y sera pourvu dans le délai de ~~trois~~ [illegible] mois à partir du jour où la vacance se sera produite. Il n'est pas pourvu aux vacances dans les six mois qui précèdent le renouvellement de la Chambre des Députés.

Chapitre II

Formation et revision des listes électorales

Art. 10.- Une Commission d'inscriptions sur les listes électorales sera constituée dans chaque caza. Ces commissions seront formées d'un fonctionnaire de l'ordre administratif délégué du Caimacam, président; d'un membre du Tribunal de Ière Instance ou d'un juge de Paix; du Président ou d'un membre du Conseil Municipal du chef-lieu du caza; du fonctionnaire local de l'état-civil et de deux électeurs du caza; assesseurs. Il leur sera adjoint, en qualité de secrétaires, le nombre de fonctionnaires nécessaire pour l'exécution du travail matériel de la Commission.

Art. 11.- Les Commissions d'inscriptions électorales recevront communication des registres de recensement du caza. En se servant des renseignements portés sur ces

registres, elles procéderont à l'établissement d'une liste unique des électeurs du caza.

Sur cette liste seront portés, en autant de parties séparées et successives de liste correspondant aux groupements électoraux définis aux paragraphes suivants, les nom, prénoms, âge, rite, qualification et lieu du principal et réel établissement des électeurs appartenant: I°/ aux agglomérations municipales, (quand une agglomération municipale est divisée en quartiers, la partie de liste y relative est divisée elle-même en autant de nouvelles parties séparées qu'il y a de quartiers); 2°/ à des agglomérations dénommées, sans organisation municipale.

Tous électeurs appartenant à des agglomérations non dénommées ou habitant des maisons éparses et séparées de toute agglomération seront réunis au nombre des électeurs appartenant à l'agglomération dénommée la plus voisine.

Art. I2.- Chaque commission d'inscriptions électorales devra dénoncer à l'autorité judiciaire compétente les infractions à cet arrêté, qu'elle aura eu l'occasion de constater.

Art. I3.- Ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales:

I°) les individus condamnés à l'interdiction des droits civiques, à titre de peine spéciale ou conjointement avec d'autres peines;

2°) les individus condamnés à la privation perpétuelle de tous grades de fonctions publiques. Ceux qui auront été privés à temps de leurs fonctions

ne pourront être inscrits qu'à l'expiration de leur peine;

3°) les individus condamnés à une peine criminelle ou à une peine correctionnelle pour un délits infamant. Sont considérés comme infamants les délits suivants: le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, l'outrage public à la pudeur, l'excitation habituelle de mineurs à la débauche, le vagabondage, la banqueroute simple;

4°) les condamnés pour crime, à l'emprisonnement au moins;

5°) les interdits judiciaires pendant la durée de leur interdiction;

6°) les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse ne peuvent etre inscrits sur la liste électorale pendant trois ans à partir de la déclaration de faillite. Ils ne sont éligibles qu'après réhabilitation;

7°) les individus condamnés à l'emprisonnement correctionnel ou à une peine plus grave pour l'une quelconque des infractions prévues au présent arrêté.

Art. I4.- Une révision de la liste électorale du caza sera opérée annuellement par la Commission constituée au chef-lieu du caza comme il est dit à l'art. I[illegible]. Du Ier au I0 janvier de chaque année, les Présidents de municipalités et les moukhtars adressent à cette Commission une liste en deux parties. La première partie comprend les habitants de leur ville ou agglomération qu'ils reconnaissent avoir acquis les qualités exigées par le présent arrêté pour l'inscription

électorale, ceux qui acquerront les conditions d'âge et d'habitation avant le Ier avril de l'année courante et ceux qui auraient été précédemment omis. La deuxième partie comprend tous ceux qui doivent être retranchés: I°) les individus décédés; 2°) ceux dont la radiation a été ordonnée par les commissions compétentes; 3°) ceux qui ont perdu les qualités requises pour être inscrits; 4°) ceux qu'ils reconnaissent avoir été indûments inscrits quoique leur inscription n'ait pas été attaquée. La Commission dresse procès-verbal des décisions prises après v rification, s'il y a lieu, des renseignements produits, y mentionne les motifs et les pièces à l'appui et modifie, en conséquence, la liste électorale du caza.

Dans les villes divisées en quartiers, les Moukhtars de ces quartiers adressent au Président de la Municipalité, dans le même délai, la liste en deux parties prévue à l'alinéa premier.

Art. I5.- Un extrait de la liste électorale, dressé pour chaque groupement électoral distinct prévu à l'article II est transmis administrativement par l'Administeur pour le caza chef-lieu, par les caimacams pour les autres cazas, afin d'être déposé le 3I janvier au plus tard, au Secrétariat de chaque Conseil Municipal et chez les moukhtars des quartiers de ville et des agglomérations non municipales d'habitants. Cet extrait sera communiqué à tout requérant qui pourra le recopier et le reproduire. Le jour même de ce dépôt, avis en sera donné par tous les moyens de publicité officielle ordinairement employés et, le cas échéant, par voie de la presse locale

Art. I6-. Le décret du Président de la République fixant la date de la constitution des commissions d'inscriptions électorales en vue des élections générales nécessitées par la nomination de la Chambre des Députés déterminera également la date à laquelle les extraits de la liste électorale devront être déposés aux secrétariats des Conseils Municipaux et chez les moukhtars, et la date où toutes les rectifications régulièrement ordonnées devront être définitivement portées sur les listes électorales.

Art. I7.- Une copie des listes électorales des cazas, et par la suite des listes annuellement modifiées, - dans ce dernier cas, elles seront accompagnées du procès-verbal prévu à l'art. I4 - sera adressée au Directeur de l'Intérieur par l'intermédiaire des administrateurs et des caimacams. Les administrateurs et caimacams y joindront leurs observations. SI le Directeur de l'Intérieur estime que les formalités et les délais prescrits par les règlements en vigueur n'ont pas été observés, il devra déférer, sans délai, les opérations des commissions d'inscriptions électorales des cazas à une Commission Supérieure qui statuera dans les trois jours et fixera, s'il y a lieu, le délai dans lequel les opérations annulées devront être recommencées.

Art. I8.- La Commission Supérieure en matière d'inscriptions sur les listes électorales est composée d'un Conseiller à la Cour d'Appel et de Cassation, président; de l'Inspecteur des Services Administratifs à la Direction de l'Intérieur ou d'un Inspecteur

adjoint rapporteur; d'un Juge au Tribunal de Ière Instance de Beyrouth; du Chef du Drogmanat ou d'un interprète principal et du Chef ou sous-chef du Bureau de l'état-civil à la Direction de l'Intérieur.

Toutes les nominations des membres de la Commission Supérieure seront faites par décret du Président de la République.

Art. I9.- Tout citoyen omis sur la liste électorale pourra présenter sa réclamation. Tout électeur inscrit sur la liste électorale pourra réclamer la radiation ou l'inscription d'un individu indument inscrit ou omis. Le meme droit appartient aux moukhtars, caimacans et aux administrateurs. Pour les premiers, il sera exercé sous couvert et avec l'approbation des caimacans ou administrateurs, Le Président de la Commission d'inscriptions électorales délivre récépissé de la réclamation.

Les demandes en inscription ou en radiation devront etre formées dans les dix jours à compter de la publication des extraits de listes. Elles seront portées devant la Commission d'inscriptions électorales du caza;

Art. 20.- L'électeur dont l'inscription est contestée est immédiatement averti, au moyen d'une lettre recommandée, par le Président de la Commission. Il peut présenter, oralement ou par écrit, ses observations ou les faire présenter par mandataire dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la lettre recommandée constatée par l'avis de réception.

La Commission statue sans frais et sans forme de procédure. Les demandes en inscription ou radiation sont dispensées du timbre.

Art. 21.- Le Président de la Commission donnera communication des décisions prononcées aux Présidents de Municipalités et aux moukhtars ainsi qu'au caimacam, dans les trois jours de la décision. Les décisions des commissions d'inscriptions électorales de cazas ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, excepté dans le cas de violation des règlements. Les recours pour violation des règlements sont portés devant la Commission Supérieure instituée par l'art. 17.

Art. 22.- Le 31 mars de chaque année, les Commissions d'inscriptions électorales opèrent toutes les rectifications nécessaires et transmettent à l'Administrateur, pour le caza chef-lieu, et aux caimacams pour les autres cazas, la liste électorale dûment rectifiée et définitivement arrêtée. Les extraits de cette liste sont adressés par ces fonctionnaires aux Présidents de municipalités et aux moukhtars. Communication sur place de ces extraits doit toujours être donnée aux habitants qui demandent à en prendre connaissance.

Art. 23. La liste électorale reste valable jusqu'au 31 mars de l'année suivante, telle qu'elle a été arrêtée sauf, néanmoins, les changements qui peuvent y être apportés par décision de la commission d'inscriptions électorales et sauf aussi la radiation des noms des électeurs décédés ou privés des droits civils et politiques par jugement ayant force de chose jugée. Les administrateurs et Caimacams effectueront ces changements sur la liste minute demeurée en leur possession et vérifieront si les modifications correspondantes ont été régulièrement faites par les Présidents de municipalités et les les moukhtars.

Chapitre III

De l'électorat et de l'éligibilité.

Art. 24.- Sont inscrits sur les listes électorales des cazas et peuvent, en conséquence, exercer leurs droits électoraux au lieu de leur principal et réel établissement, tous les citoyens de la République Libanaise âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, qui, ayant leur principal et réel établissement dans le caza se trouveront y résider depuis six mois au moins.

Seront également inscrits sur les listes électorales des cazas, sous les précédentes conditions, mais sans durée de résidence:

I°) ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire en qualité soit de ministres de cultes reconnus par l'Etat, soit de fonctionnaires publics;

2°) Ceux qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus indiquées, lors de la formation des listes, les rempliront avant la clôture définitive de ces listes.

L'absence du caza résultant du service dans les troupes spéciales, dans la gendarmerie libanaise ou dans l'armée française ne portera aucune atteinte aux règles ci-dessus précisées pour l'inscription sur les listes électorales.

Art. 25.- Nul ne peut être inscrit sur deux ou plusieurs listes électorales à la fois ou sur les parties de la liste concernant plusieurs localités du caza. Les électeurs qui seraient portés par erreur sur plusieurs listes électorales ou sur plusieurs parties de la

même liste électorale devront, au cours du délai de révision, faire connaitre la localité du lieu de leur principal et réel établissement où ils désirent voter, sous la condition de justifier du délai de résidence avant la clôture définitive des listes électorales.

Toute demande de changement d'inscription adressée à un Président de commission d'inscription électorale devra être accompagnée d'une demande en radiation sur la liste ou l'extrait de liste électorale antérieure, pour être transmise au Président de la Commission d'inscriptions électorales du caza où cette radiation doit etre effectuée.

Art. 26. - Les militaires et assimilés de tous grades servant dans les troupes spéciales, dans la gendarmerie libanaise ou dans les armées françaises de terre ou de mer, ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé régulier, peuvent voter dans le caza sur la liste duquel ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

Art. 27.- Aucun militaire faisant partie des troupes spéciales, de la gendarmerie libanaise ou entré au service des armées actives françaises de terre ou de mer ne pourra, quels que soient son grade ou ses fonctions, etre élu membre de la Chambre des Députés.

Cette disposition s'applique aux militaires et marins, même en disponibilité ou en non activité, mais elle ne s'étend pas aux militaires qui, ayant acquis des droits à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension. Elle ne s'étend pas davantage aux militaires faisant partie du cadre de réserve ou du cadre territorial qui existe ou pourrait être créé pour les troupes spéciales et pour la gendarmerie libanaise et aux militaires entrés au service des armées françaises de terre ou de mer appartenant au cadre de réserve ou territorial de ces armées.

Art. 28.- L'exercice de fonctions publiques ou religieuses rétribuées sur le budget de l'État est incompatible avec le mandat de membre de la Chambre des Députés. En conséquence, tout fonctionnaire élu membre de la Chambre des Députés sera remplacé dans ses fonctions, si dans les huit jours qui suivront la vérification des pouvoirs, il n'a pas fait connaître qu'il n'accepte pas le mandat de Député. Tout membre de la Chambre des Députés nommé ou promu à une fonction publique salariée cesse d'appartenir à la Chambre des Députés par le fait même de son acceptation.

Art. 29.- Ne peuvent être élus dans quelque circonscription électorale que ce soit, durant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent l cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute

manière: I°) le Secrétaire d'Etat; 2°) les Directeurs et Chefs des Services généraux à l'Administration centrale de l'Etat; 3°) les magistrats de la Cour d'Appel et de Cassation.

Art. 30.- Ne peuvent être élus par le Caza ou le district compris en tout ou partie dans leur ressort, durant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute autre manière: I°) Les administrateurs caimacams; 2°) les magistrats des tribunaux de Ière instance et les juges de paix; 3°) les ingénieurs chefs de district du service des travaux publics; 4°) les inspecteurs de l'Instruction Publique; 5°) les mohassebjis, mudirmals, les agents de tous grades placés sousleurs ordres, et d'une façon générale, tous les agents des services financiers ou des régies financières: 6°) les chefs de tous autres services à l'Administration centrale: 7°) les conservateurs forestiers; 8°) les commissaires de police.

Art. 3I.- Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

Art. 32.- Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription mais tout éligible peut se présenter dans n'importe quellle circonscription.

Chapitre IV

Des opérations électorales.

Article 33.- Tout citoyen qui se présente ou est présenté aux élections générales ou partielles dans une circonscription où il n'est élu qu'un député, tout citoyen se présentant isolément et tous citoyens se réunissant pour former une liste dans les circonscriptions élisant plusieurs députés doivent, par une déclaration dument légalisée, faire connaître dans quelle circonscription ils entendent être candidats. Cette déclaration est déposée, contre reçu provisoire, au siège du Gouvernement à Beyrouth, le dixième jour au plus tard avant le jour du scrutin. Il en sera délivré récépissé définitif dans les cinq jours.

Article 34.- Toute déclaration faite en violation de l'article précédent est nulle et irrecevable. Si des déclarations sont déposées par le même citoyen ou le même groupe de citoyens dans plus d'une circonscription, la première en date est seule valable. Si elles portent la même date, toutes sont nulles. En outre, le récépissé provisoire est refusé à toute liste portant plus de noms qu'il n'y a de députés à élire ou portant le nom de candidats appartenant à une autre liste déjà enregistrée dans la même circonscription.

Article 35.- Un candidat inscrit sur une liste ne peut en être rayé que s'il notifie sa volonté de s'en retirer, au siège du Gouvernement à Beyrouth, par acte authentique, cinq jours au moins avant celui du scrutin. Dans ce cas la liste peut être complétée, s'il y a lieu, au plus tard trois jours avant celui du scrutin, par le nom de nouveaux candidats

qui font la déclaration de candidature exigée par l'article 33.

Article 36.- Il est interdit de signer ou d'apposer des affiches, d'envoyer ou de distribuer des bulletins, circulaires ou professions de foi dans l'intérêt d'un candidat ou d'un groupe de candidats qui n'ont pas encore fait leur déclaration de candidature et qui, d'une façon générale ne se sont pas conformés aux prescriptions du présent arrêté.

Article 37.- Les bulletins au nom d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens dont la candidature ou les candidatures sont posées en violation du présent Arrêté n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement et son annexés au procès-verbal. Les affiches, placards, professions de foi, bulletins de vote, apposés ou distribués pour appuyer une candidature ou un groupe de candidatures dans une circonscription où elles ne peuvent être produites, seront enlevés ou saisis.

Article 38.- Les noms des candidats auxquels a été délivré le récépissé définitif sont successivement et sans délai portés à la connaissance des administrateurs et caimacams, la liste en est affichée, aussitôt sa réception, aux lieux accoutumés pour l'affichage des actes officiels.

Article 39.- La circonscription électorale pour l'élection des députés est le district. Chaque circonscription électorale sera divisée par arrêté du Directeur de l'Intérieur en autant de bureaux de vote que l'exigeront les circonstances locales et le nombre des électeurs.

L'arrêté de sectionnement sera publié dans tous les quartiers de ville et dans toutes les localités de chaque caza, avant la convocation des électeurs.

...

<u>Article 40.</u>- L'élection des députés a lieu aux bureaux de vote. La salle affectée au scrutin sera expressément indiquée.

<u>Article 41.</u>- Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont réunis. Toutes discussions et toutes délibérations, de quelque nature que ce soit, leur sont interdites.

<u>Article 42.</u>- Le Président du bureau de vote a seul la police de l'assemblée. Nulle force ne peut sans sa réquisition être placée dans la salle du scrutin. Les autorités civiles et les commandants de gendarmerie sont tenus de déférer à ses réquisitions.

<u>Article 43.</u>- Les opérations du scrutin pour l'élection des députés sont présidées par l'Administrateur ou par son Délégué. Les nominations des délégués à la présidence des bureaux de vote doivent être rendues publiques cinq jours au moins avant le scrutin. Le Président est assisté de deux assesseurs au moins et de quatre au plus, de rite différent, dont la moitié est choisie par lui et l'autre moitié désignée par les électeurs présents à l'ouverture du bureau de vote parmi les électeurs sachant lire et écrire et, si possible, d'un ou plusieurs secrétaires fonctionnaires ayant voix consultative. Le Président et la moitié du nombre des assesseurs au moins doivent être présents pendant toute la durée des opérations.

.....

Article 44.- Le bureau se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations. Ses décisions sont inscrites au procès verbal; les pièces ou bulletins qui s'y rapportent y sont annexés, après avoir été parafés par tous les membres du bureau, les secrétaires fonctionnaires exceptés.

Article 45.- Pendant toute la durée des opérations électorales, un extrait officiel de la liste des électeurs reste déposé sur la table autour de laquelle siège le bureau.

Article 46.- Tout électeur inscrit sur cette liste a le droit de prendre part au vote. Néanmoins ce droit est suspendu pour les détenus, pour les accusés contumaces, et pour les personnes non interdites mais retenues dans un établissement d'aliénés.

Article 47.- Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste. Toutefois, seront admis au vote, quoique non inscrits, les citoyens porteurs d'une décision de la Commission d'inscriptions électorales du caza ou de la Commission supérieure instituées par les art.10 et 17.

Chaque électeur ne peut déposer que son vote personnel et doit, en remettant son bulletin de vote, présenter sa carte d'identité. Un secrétaire du bureau frappe le verso de cette carte d'un timbre comportant l'indication du bureau de vote et deux cases avec l'indication du tour de scrutin. Dans la case afférente au scrutin pour lequel l'électeur dépose son bulletin, ce secrétaire porte la date du jour des opérations électorales, et signe.

Article 48.- A l'appel de son nom, l'électeur remet au Président son bulletin fermé. Le Président le dépose dans la boite du scrutin. Cette boite n'a qu'une ouverture destinée à laisser passer le bulletin de vote, et elle doit, avant le commencement du vote, avoir été fermée à deux serrures dissemblables dont les clefs restent l'une entre les mains du Président, l'autre entre celles de l'assesseur le plus âgé désigné par les électeurs.

Si, au moment de la clôture du scrutin, le Président n'a pas les deux clefs à sa disposition, il prendra toutes les mesures nécessaires pour procéder immédiatement à l'ouverture de l'urne.

Article 49.- Le vote de chaque électeur est constaté par la signature ou le parafe de l'un des membres du bureau, apposé, en marge du nom du votant, sur une liste qui est la reproduction de l'extrait officiel de la liste électorale.

Article 50.- Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement de la manière suivante. La boîte du scrutin est ouverte et le nombre des bulletins vérifié. Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des votants, il en est fait mention au procès-verbal. Le dépouillement est effectué par les soins du bureau à moins que le nombre des électeurs dépasse trois cents, auquel cas le bureau peut désigner, parmi les électeurs présents, un certain nombre de scrutateurs sachant lire et écrire, lesquels se divisent par tables de quatre au moins. Si

plusieurs candidats ou plusieurs listes sont en présence, il leur sera permis, dans l'éventualité ci-dessus visée, de désigner respectivement les scrutateurs, lesquels devront être, autant que possible, répartis également par chaque table de dépouillement. Le Président répartit entre les diverses tables les bulletins à vérifier, A chaque table, l'un des scrutateurs lit chaque bulletin à haute voix et le passe à un autre scrutateur; les suffrages sont relevés sur des feuilles de dépouillement des votes préparés à cet effet. Dans le cas où il est recouru aux électeurs présents pour le dépouillement, le président et les membres du bureau en surveillent les opérations.

Article 51.- Les tables sur lesquelles s'opère le dépouillement du scrutin sont disposées de telle sorte que les électeurs puissent circuler alentour.

Article 52.- Les bulletins blancs, ceux ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se font connaître, les bulletins illisibles, ceux qui sont établis sur papier de couleur ou qui portent un signe extérieur, ceux qui portent des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers,, n'entrent point en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils sont annexés au procès-verbal.

Article 53.- Les électeurs n'ont à préparer qu'un seul bulletin de vote qui doit comporter autant de noms quil y a de députés à élire et qui ne doit comporter que ce nombre exactement. Si malgré cette prescription un bulletin de vote porte un nombre de candidats supérieur à celui des députés à élire, seuls les noms des candidats de chaque

....

rite, inscrits en première ligne, sont retenus au moment du dépouillement du scrutin.

<u>Article 54.-</u> Immédiatement après le dépouillement, le résultat provisoire du scrutin est rendu public par le Président, et les bulletins autres que ceux qui, conformément aux articles 37 et 52 doivent être annexés au procès-verbal, sont brûlés en présence des électeurs.

<u>Article 55.-</u> Dès la proclamation du résultat provisoire du scrutin le procès-verval des opérations est dressé en double exemplaire, arrêté et signé par tous les membres du bureau. Les deux exemplaires de ce procès-verbal, avec les bulletins annexés et les listes d'émargement, sont apportés aussitôt par le Président du Bureau de vote à l'Administrateur pour être remis à la Commission d'inscriptions électorales du caza chef-lieu avec les bulletins annexés et les listes d'émargement.

La vérification des dépouillements et la proclamation des résultats définitifs sont effectuées par la Commission d'inscriptions électorales du caza chef-lieu.

La Commission d'inscriptions électorales remet à l'Administrateur, un procès-verbal complet de cette vérification et de cette proclamation. L'Administrateur conserve ce procès-verbal dans ses archives et en fait parvenir une copie conforme au Directeur de l'Intérieur.

<u>Article 56.-</u> Au premier tour de scrutin, nul n'est élu dans le cas de scrutin uninominal comme dans celui du scrutin de liste, s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés. Le nombre des suffrages exprimés

....

s'obtient en déduisant du nombre des votants celui des bulletins qui ne doivent pas entrer en ligne de compte aux termes des articles 37 et 52.

Lorsque le nombre des suffrages exprimés est un nombre impair, la majorité absolue s'obtient en prenant la moitié du nombre pair immédiatement au-dessus et en ajoutant le nombre un.

Article 57.- Le scrutin pour l'élection des députés s'ouvre à huit heures et il est clos à seize heures. Il dure pendant deux jours au maximum. Le décret convoquant les collèges électorauw fixera la date et la durée du scrutin.

Les boites de scrutin sont scellées et déposées dans la salle de scrutin dont les ouvertures sont également scellées.

Si après le premier tour de scrutin pour l'élection des députés il reste encore des députés à élire, il sera procédé, cinq jours au moins et huit jours au plus après le premier jour à un second tour de scrutin pour lequel la majorité relative suffira.

En cas d'égalité de suffrages le plus âgé est élu. Les opérations électorales pour le 2ème tour de scrutin ont lieu dans les mêmes conditions que pour le premier.

Chapitre V.-

Affichage électoral.

Article 58.- Des affiches contenant le texte en arabe et en français du présent règlement électoral seront fournies par le Gouvernement et placardées par les soins des administrations de cazas ou des moukhtars aux endroits

.....

accoutumés pour l'affichage officiel pendant la période électorale, et à la porte des salles de chaque bureau de vote, le jour du scrutin.

<u>Article 59</u>.- Les affiches électorales sont dispensées de timbre.

<u>Article 60</u>.- Pendant la durée de la période électorale de toutes les élections, dans chaque ville ou agglomération, des emplacements spéciaux sont réservés par l'Administration pour l'apposition des affiches électorales. Dans chacun de ces emplacements, une surface égale sera attribuée à chaque candidat ou à chaque liste de candidats. Le nombre maximum de ces emplacements en dehors de ceux établis à côté des bureaux de vote est fixé à un par chaque centaine d'électeurs dans les agglomérations ayant cinq cents électeurs au moins, dix dans les autres, plus un, par trois mille électeurs ou fraction supérieure à deux mille dans les villes ayant plus de cinq mille électeurs.

Tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats.

En outre, aucune affiche ne pourra être apposée si trois exemplaires, signés par le ou les candidats, n'ont été remis douze heures au moins avant l'affichage, dans les bureaux de l'Administrateur ou caimacam au ressort duquel appartient la circonscription électorale où l'affichage doit avoir lieu; il sera donné récépissé du dépôt. Chaque affiche devra porter les nom et adresse de l'imprimeur.

....

Art. 61.- Toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du deuxième et troisième alinéas de l'art. 60 du présent arrêté sera punie d'une amende de vingt-cinq à soixante quinze piastres libano-syriennes p r contravention. Les affiches apposées en contravention aux dispositions de ces deux alinéas seront lacérées.

Art. 62.- En cas de récidive, les contrevenants seront punis d'une amende de quatre vingts piastres libano-syriennes à cinq livres libano-syriennes par contravention. Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention indentique.

Chapitre VI

Dispositions Pénales

Art. 63. Quiconque, par des dons ou libéralités en argent ou en nature, par des promesse de libéralités , de faveur, d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers, faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entremise d'un tiers; quiconque par les mêmes moyens aura déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de vingt-cinq à cinquante livres libano-syriennes, ou de l'une de ces deux peines seulement. Seront punis des mêmes peines ceux qui auront agréé ou sollicité les memes dons, libéralités ou promesses.

Art. 64.- Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne , sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé ou auront tenté de le déterminer à s'abstenir de voter, ou auront influencé ou tenté d'influencer son vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de dix livres à deux cent cinquante livres libano-syriennes ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 65.- Quiconque en vue d'influencer le vote d'un ou plusieurs électeurs aura fait des dons ou libéralités, des promesses de libéralités ou de faveurs administratives, soit à une ville, soit à une collectivité

quelconque de citoyens, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq livres à deux cent cinquante livres libano-syriennes, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 66.- Dans les cas prévus aux articles précédents, si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera double. L'art. 47 du Code Pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent arrêté.

Art. 67. En dehors des cas spécialement prévus par les dispositions du présent arrêté, quiconque soit dans un Conseil Municipal ou une Commission administrative, soit dans une Commission d'inscriptions électorales, soit dans un bureau de vote ou dans les bureaux des municipalités et des administrations publiques, avant pendant ou après un scrutin, aura, par inobservation volontaire, des règlements en vigueur, ou par tous autres actes frauduleux, violé ou tenté de violer le secret du vote, porté atteinte ou tenté de porter atteinte à sa sincérité, empêché ou tenté d'empêcher les opérations du scrutin ou qui en aura changé ou tenté de changer le résultat, sera puni d'une amende de cinq à vingt cinq livres libano-syriennes et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le délinquant pourra, en outre, être privé de ses droits civiques pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Si le coupable est fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, agent ou préposé

du Gouvernement ou d'une Administration Publique ou chargé d'un ministère de service public, la peine sera portée au double.

Sera puni des mêmes peines, toute fraude dans la délivrance ou la production de certificat d'inscription ou de radiation des listes électorales.

L'art. 47 du Code Penal est applicable aux dispositions ci-dessus.

Art. 68.- Ceux qui, à l'aide de déclarations frauduleuses ou de faux certificats, se seront fait inscrire ou auront tenté de se faire inscrire indument sur une liste électorale, ceux qui, à l'aide des mêmes moyens, auront fait inscrire ou rayer, tenté de faire inscrire ou rayer indument un citoyen, et les complices de ces délits, seront passibles d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de deux livres libano-syriennes à vingt cinq livres libano-syriennes. Les coupables pourront, en outre, être privés, pendant deux ans, de l'exercice de leurs droits civiques. L'art. 47 du Code Pénal est, dans tous les cas, applicable.

Art. 68.- Celui qui, déchu du droit de voter, soit par suite d'une condamnation judiciaire, soit par suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription postérieure mais opérée sans sa participation, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cinq à vingt cinq livres libano-syriennes.

Art. 70?- Quiconque aura voté dans une assemblée électorale en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prévus par l'art. 68 soit en prenant faussement les nom et qualité d'un électeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de dix à cent livres libano-syriennes.

Sera puni de la même peine celui qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois.

Art. 7I.- Quinconque, étant chargé, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins, contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins ou lu un nom autre que celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de vingt cinq à deux cent cinquante livres libano-syriennes.

Art. 72.- La même peine sera appliquée à tout individu qui, chargé, par un électeur d'écrire son suffrage, aura inscrit sur les bulletins un nom autre que celui qui lui était désigné.

Art. 73.- L'entrée dans un bureau de vote avec des armes apparentes est interdite. En cas d'infraction, le contrevenant sera passible d'une amende d'une à cinq livres libano-syriennes. La peine sera d'un emprisonnement de quinze joursà trois mois et d'une amende de cinq à vingt cinq livres libano-syriennes si les armes étaient cachées.

Art. 74. Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manoeuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinq xixxxs à cent livres libano-syriennes.

Art. 75.- Lorsque par attroupement, clamours ou démonstrations menaçantes, on aura troublé les opérations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq à cent livres libano-syriennes.

Art. 76.- Toute irruption dans un collège électoral consommée ou tentée avec violence, en vue d'empêcher un choix sera punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans, et d'une amende de cin uante à deux cent cinquante livres libano-syriennes.

Art. 77.- Si l s coupables étaient porteurs d'armes ou si le scrutin a été violé, la peine sera la détention.

Art. 78.- Elle sera des travaux forcés à temps si le crime a été com is par suite d'un plan concerté, pour être exécuté, soit dans tout l'Etat, soit dans un ou plusieurs districts, soit dans un ou plusieurs cazas.

Art. 79.- Les membres d'un collège électoral qui, pendant la réunion se seront rendus coupables d'outrages ou de violence, soit env ers le bureau soit

envers l'un de ses membres, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêché des opérations électorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinq à cent livres libano-syriennes.

Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans et l'amende de cinquante à deux cent cinquante livres libano-syriennes.

Art. 80.- L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de cinquante à deux cent cinquante livres libane-syriennes.

Si cet enlèvement a été effectué en réunion et avec violence, la peine sera la détention.

Art. 8I.- La violation du scrutin faite, soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposée à la garde des bulletins, non encore dépouillés, sera punie de détention.

Art. 82.- En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par le présent arrêté et commis antérieurement au premier acte de poursuite, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 83.- Lorsque la Chambre des Députés aura annulé une élection, la question lui sera posée de savoir si le dossier de l'él ction doit être renvoyé au Directeur de la Justice aux fins de poursuites. Si la réponse est affirmative, le dossiersera transmis dans les vingt quatre heures.

Art. 84.- En cas de condamnation à l'amende seule par application des art. 63,64 et 65 du présent arrêté contre le membre de la Chambre des Députés, invalidé, celui-ci sera deplein droit inéligible pendant une période de cinq ans à dater de son invalidation.

Art. 85.- En cas d'invalidation avec renvoi au Directeur de la Justice, conformément aux dispositions de l'art. 83 la nouvelle élection ne pourra avoir lieu avant un mois à dater de l'invalidation. SI, dans ce mois, une instruction est ouverte contre le membre de la Chambre des Deputés invalidé, le délai de trois mois prévu par l'art.9 du présent arrêté ne commencera à courir qu'à partir du jour où il aura été défintiviement statué sur la poursuite. Dans le cas contraire, l'élection sera faite dans les trois mois à dater de l'invalidation.

Art. 86.- Les dispositions des articles 63,64,65, 66 et 67 du présent arrêté sont applicables à toutés les élections. Les condamnations à l'amendesseule, prononcées en vertu des articles 63,64, 65 et 66 contre tous autres que ceux dont il s'agit à l'article 84 entraineront également l'inéligibilité pour une durée de cinq ans.

Art. 87. Les articles 385 à 403 du Code de Procédure Criminelle seront inapplicables aux crimes ou aux délits ou à leurs tentatives qui auront été commis dans le but de favoriser ou de combattre une candidature de quelque nature qu'elle soit.

Toutefois aucune poursuite contre un candidat en vertu des articles 63 et 65 du présent arrêté, ne pourra être exercée et aucune citation directe à un fonctionnaire ne pourra être donnée par application de l'alinéa Ier du présent article avant la proclamation du scrutin.

Art. 88.- Le délai de prescription des actions prévus par les articles 63,64 et 65 est fixé à six mois, partant du jour de la proclamation du scrutin.

Art. 89.- Les juridictions du droit commun connaitront des infractions prévues au présent arrêté.

Art. 90.- Toutes dispositions légales antérieures en matière électorale sont et demeureront abrogées./.

La Haut-Commissaire:
de la République Française:

D. de MARTEL

Le Secrétaire Général
du Haut-Commissariat:

LAGARDE

Le Conseiller Législatif
du Haut-Commissariat;

MAZAS

ARRETE N° 3

du 2 Janvier 1934

portant désignation du Président de la

République Libanaise.

Le Haut Commissaire de la République Française,

Vu l'Acte de Mandat,

Vu les décrets du Président de la République Française en date des 23 Novembre 1920 et 16 Juillet 1933,

Vu l'article 90 de la Constitution Libanaise,

Vu l'Arrêté n° 55/LR, du 9 Mai 1932, portant suspension partielle de cette Constitution,

2 JAN. 1934

Vu l'Arrêté n° 1 du réglant à titre provisoire l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics dans la République Libanaise,

Vu la lettre du 2 Janvier 1934 par laquelle M. Charles DEBBAS, Président de la République Libanaise, se démet de ses fonctions;

<u>Arrête :</u>

<u>Article Premier</u>.- HABIB Pacha El SAAD est nommé Président de la République Libanaise.

<u>Article 2.</u>- Cette nomination est faite pour une durée d'un an. Elle prendra effet à compter du jour où la Chambre des Députés aura procédé à l'élection de son Bureau définitif./.

Beyrouth, le 2 Janvier 1934

Le Haut Commissaire
de la République Française :

de MARTEL

Le Secrétaire Général :

LAGARDE

Le Conseiller Législatif :

MAZAS.

ARRETE N° 5

du 2 Janvier 1934

conférant à M. PRIVAT AUBOUARD, pour la durée des opérations électorales, les fonctions de Chef du Gouvernement Libanais.

Le Haut Commissaire de la République Française,

Vu l'Acte de Mandat,

Vu les décrets du Président de la République Française en date des 23 Novembre 1920 et 16 Juillet 1933,

Vu l'article 90 de la Constitution Libanaise,

Vu l'Arrêté n° 55/LR, du 9 Mai 1932, portant suspension partielle de cette Constitution;

Vu l'Arrêté n° 1 du 2 JAN. 1934 réglant à titre provisoire l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics dans la République Libanaise,

Vu l'Arrêté n° 3 du 2 Janvier 1934 nommant HABIB Pacha el SAAD Président de la République Libanaise;

<u>Arrête :</u>

<u>Article Unique</u>.- A titre provisoire et jusqu'à la date où HABIB Pacha el SAAD, Président de la République Libanaise, prendra effectivement ses fonctions, M. PRIVAT-AUBOUARD exercera les pouvoirs de Chef du Gouvernement, tels qu'ils sont définis par l'Arrêté n° 55/LR, du 9 Mai 1932./.

Beyrouth, le 2 Janvier 1934

Le Haut Commissaire
de la République Française,

de MARTEL

Le Secrétaire Général,

LAGARDE

Le Conseiller Législatif

MAZAS

قرار عدد ١
صادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

متخذ تنفيذا لصك الانتداب ومقرر بموجبه تنظيم السلطات
العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

بناء على صك الانتداب الصادر في ٢٤ تموز ١٩٢٢

وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و١٦ تموز ١٩٣٣

وبناء على المادة ٩٠ من دستور الجمهورية اللبنانية

وبناء على القرار عدد ٥٥ / LR الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ بتوقيف تنفيذ الدستور المذكور في فصوله الثاني والثالث والرابع توقيفا جزئيا .

وبما انه من اللازم اشراك ممثلين للبلاد في ادارة الشؤون العمومية

قرر ما يلي =

المادة الاولى — ان تنظيم السلطتين الاجرائية والاشتراعية في الجمهورية اللبنانية وعلائق هاتين السلطتين فيما بينهما تجري موقتا حسب الاحكام الآتية =

المادة ٢ — يتولى مجلس النواب السلطة الاشتراعية .

المادة ٣ — يتخذ رئيس الحكومة المعين وفاقا للمادة ٣ من القرار عدد ٥٥/R ما الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ لقب رئيس الجمهورية . ويتولى السلطة الاجرائية بموازرة امين سر للدولة يكون مسؤولا تجاهه فقط وبموازرة مجلس حكومة في الاحوال المنصوص عليها في المواد ٣٣ و٤٢ و٤٣ .

المادة ٤ — يتألف مجلس النواب =

١) من النواب المنتخبين حسب الشروط المعينة في قانون الانتخاب وعلى اساس نائب عن كل ٠٠٠٠٠ الف ساكن .

٢) من سبعة نواب يعينون بمرسوم من رئيس الجمهورية ويتخذ بموافقة مجلس الحكومة ويكون من الطبقات الآتية =

ا) من محامين واطباء واجزائيين واساتذة التعليم العالي ومهندسين ومديري الجرائد او رؤساء تحريرها بشرط ان يكونوا قد مارسوا حرفتهم مدة عشر سنوات على الاقل .

ب) من تجار وصناعيين وزراع قد تولوا ادارة محل تجاري او مؤسسة صناعية او زراعية مدة عشر سنوات على الاقل .

ج) من موظفين حاليين او قدماء من السلك الاداري او القضائي اشغلوا وظائف تعادل

وظيفة مدير دائرة عامة او رئيس غرفة في محكمة الاستئناف والتمييز او تمييزهما .

المادة ٥ — يجوز ان يعين امين سر الدولة من اعضاء مجلس النواب او من غيرهم على السواء .
ولا يجوز الجمع بين النيابة ووظيفة امين سر الدولة . ويعتبر النائب المعين امين سر الدولة مستقيلا من النيابة اذا مضى على تعيينه ثمانية ايام ولم يترك خطيا وظيفة امين سر الدولة .

المادة ٦ — يتألف مجلس الحكومة من امين سر الدولة ومن مديري دوائر الدولة العامة كما هي محددة في المادتين ٢ و٣ من القرار عدد ٥٥ / LR الصادر في ٦ ايار ١٩٣٢ ومن القاضيين الاكبر درجة في سلك القضاء . ويجتمع برئاسة رئيس الجمهورية . ويعطي مجلس الحكومة رأيه باكثرية الاصوات واذا تساوت الاصوات فيكون صوت رئيس الجمهورية مرجحا .

المادة ٧ — حق اقتراح القوانين منوط برئيس الجمهورية وبمجلس النواب .

المادة ٨ — يجتمع المجلس في كل سنة في دورتين عاديتين . فالدورة الاولى تبتدئ يوم الثلاثاء الذي يلي الخامس عشر من شهر آذار وتنتهي في آخر شهر نيسان . والدورة الثانية تبتدئ يوم الثلاثاء الذي يلي الخامس عشر من شهر تشرين الاول وتخصص جلساتها بالبحث في الموازنة والتصويت عليها قبل كل عمل آخر وتدوم هذه الدورة الى آخر السنة .

المادة ٩ — ان افتتاح الدورات العادية وختامها يجريان حكما في المواعيد المعينة في المادة ٨ .

ويحق لرئيس الجمهورية ان يدعو المجلس الى دورات استثنائية . اما مواعيد افتتاح الدورات الاستثنائية وختامها فتحدد بموجب مرسوم .

ويعين برنامج اعمال الدورة الاستثنائية في مرسوم الدعوة .

المادة ١٠ — بيروت مركز المجلس والسلطة الاجرائية .

المادة ١١ — عضو المجلس يمثل الامة جمعاء . ولا يجوز ان تربط وكالته النيابية بقيد او شرط سواء من قبل منتخبيه او من قبل السلطة التي تعينه .

المادة ١٢ — ان الاحوال التي تفقد معها الاهلية للنيابة يعينها القانون .

المادة ١٣ — للنواب المعينين الحقوق والضمانات والحصانة التي للنواب المنتخبين ذاتها وعليهم ما عليهم من الواجبات وتشترط فيهم الشروط المفروضة على النواب المنتخبين نفسها ايضا .

على انه لاعضاء المجلس المنتخبين وحدهم الحق بالفصل في صحة نيابتهم . ولا يجوز ابطال انتخاب نائب ما الا بغالبية الثلثين من مجموع الاعضاء المنتخبين .

المادة ١٤ — كل اجتماع يعقده المجلس في غير المواعيد القانونية يعد باطلا حكما ومخالفا للقانون .

المادة ١٥ — لا يكون اجتماع المجلس قانونيا ما لم تحضره الاكثرية من الاعضاء الذين يؤلفونه شرعا . وتتخذ القرارات بغالبية الاصوات . واذا تعادلت الاصوات سقط الامر المطروح للمناقشة .

المادة ١٦ — جلسات المجلس علنية على انه يجتمع في جلسة سرية بناء على طلب الحكومة او خمسة من اعضائه . ويقرر بعد ذلك اذا كان من الواجب اعادة المناقشة في جلسة علنية في المبحث نفسه .

المادة ١٧ — تعطى الآراء بالتصويت الشفوي او بطريقة القيام والجلوس الا في الحالة التي يرأى فيها الانتخاب فتعطى الآراء بطريقة الاقتراع السري . اما فيما يختص بمجموع القوانين او بالاقتراع على مسألة الثقة فان الآراء تعطى دائما بالمناداة على الاعضاء باسمائهم بصوت عال .

المادة ١٨ — كل اقتراح قانون رفضه المجلس لا يمكن ان يطرح ثانية للبحث في الدورة نفسها .

المادة ١٩ — لا يجوز اقامة دعوى على عضو من اعضاء المجلس او ملاحقته بسبب آرائه او تصويته مدة نيابته .

المادة ٢٠ — لا يجوز في اثناء دورة انعقاد المجلس اتخاذ اجراءات جزائية من اي عضو من اعضاء المجلس او القاء القبض عليه اذا اقترف جرما جزائيا الا باذن المجلس ما خلا حالة التلبس بالجريمة (الجرم المشهود) .

المادة ٢١ — اذا خلا مقعد في المجلس يجب الشروع في انتخاب الخلف او تعيينه وفاقا لمقتضى الحال في خلال شهرين ولا تتجاوز مدة نيابة العضو الجديد اجل نيابة العضو القديم . اما اذا خلا المقعد في المجلس قبل انتهاء عهد نيابته باقل من ستة اشهر فلا يعمد الى انتخاب الخلف .

المادة ٢٢ — تجري الانتخابات العامة لتجديد هيئة المجلس وتعيين النواب غير المنتخبين في خلال الستين يوما السابقة لانتهاء مدة النيابة .

المادة ٢٣ — يضع المجلس نظامه الداخلي .

المادة ٢٤ — عند افتتاح دورة تشرين الاول يجتمع المجلس برئاسة اكبر اعضائه سنا ويقوم العضوان الاصغر سنا بينهم بوظيفة سكرتير . وينتخب الرئيس ونائب الرئيس والسكرتيرين كلا منهم على حدة بالاقتراع السري وبالغالبية المطلقة من اصوات المقترعين . وتعتبر النتيجة في دورة الاقتراع الثالثة على الغالبية النسبية . واذا تساوت الاصوات فاكبر المرشحين سنا يعد منتخبا .

المادة ٢٥ — ليس لاعضاء المجلس حق الاقتراع ما لم يكونوا حاضرين في الجلسة ولا يجوز التصويت وكالة .

المادة ٢٦ — للمجلس دون سواه ان يحفظ النظام في داخله بواسطة رئيسه .

المادة ٢٧ — لا يجوز تقديم العرائض الى المجلس الا خطا . ولا يجوز تقديم العرائض بصورة شفوية ودفاعية .

المادة ٢٨ — التعويض الذي يتناوله اعضاء المجلس محدد في المرسوم الاشتراعي عدد ٣ / ل الصادر في ١١ ايار ١٩٣٢

المادة ٢٩ — لا يجوز تعديل ضريبة او الغاءها الا بقانون .

المادة ٣٠ — يقدم كل سنة في بدء دورة تشرين الاول امين سر الدولة الى مجلس النواب موازنة شاملة نفقات الدولة ودخلها عن السنة القادمة ليفحصها ويوافق عليها . ويقترع على الموازنة بندا بندا .

المادة ٣١ لا يجوز للمجلس في خلال المناقشة بالميزانية وبمشاريع الاعتمادات الاضافية او الاستثنائية

ان يزيد الاعتمادات المقترحة عليه في مشروع الموازنة او في بقية المشاريع المذكورة اعلاه لا بصورة تعديل يدخله عليها ولا بطريقة اقتراحات مستقلة . ولا يجوز له في اية حالة كانت ان يقترح احداث نفقات جديدة .

المادة ٣٢ — لا يجوز ان يفتح اعتماد استثنائي الا بقانون خاص .

اما اذا دعت ظروف لم تكن بالحسبان لنفقات مستعجلة فيمكن رئيس الجمهورية ان يتخذ مرسوما بفتح اعتمادات استثنائية او اضافية او بنقل اعتمادات في الموازنة على ان لا تتجاوز هذه الاعتمادات ال(٥٠٠) ليرة بالبند الواحد . ويجب ان تعرض هذه التدابير على موافقة المجلس في اول دورة يلتئم فيها بعد ذلك .

المادة ٣٣ — اذا لم يبت مجلس النواب نهائيا في مشروع الموازنة قبل الانتهاء من الدورة المعينة لدرسه فيدعو رئيس الجمهورية المجلس لدورة استثنائية تستمر لغاية كانون الثاني لمتابعة درس الموازنة . واذا انقضت الدورة الاستثنائية هذه ولم يبت نهائيا في مشروع الموازنة فلرئيس الجمهورية ان يقرر مرسوما بموافقة مجلس الحكومة يجعل بموجبه المشروع المذكور نافذا بالشكل الذي تقدم به الى المجلس .

على انه لا يجوز لرئيس الجمهورية ان يستعمل هذا الحق الا اذا كان مشروع الموازنة قد طرح على المجلس قبل بداية دورته العادية بخمسة عشر يوما على الاقل .

على انه في مدة الدورة الاستثنائية تجبى الضرائب والتكاليف والرسوم والمكوس والعائدات الاخرى كما في السابق .

وتؤخذ نفقات شهر كانون الثاني على اساس القاعدة الاثني عشرية من الموازنة السابقة بعد ان يضاف اليها ما فتح بها من الاعتمادات الاضافية الدائمة ويحذف منها ما اسقط منها من الاعتمادات الدائمة

المادة ٣٤ — يجب ان يعرض حساب الادارة المالية النهائي لكل سنة مالية على المجلس ليوافق عليها قبل نشر موازنة السنة الثانية التي تلي تلك السنة المتعلق بها ذلك الحساب .

المادة ٣٥ — لا يجوز عقد قرض عمومي ولا تعهد يترتب عليه انفاق من مال الخزانة الا بموجب قانون .

المادة ٣٦ — لا يجوز منح اي التزام او امتياز لاستغلال مورد من موارد ثروة البلاد الطبيعية او مصلحة ذات منفعة عامة او اي احتكار الا بموجب قانون والى زمن محدود .

المادة ٣٧ — يذيع رئيس الجمهورية القوانين بعد ان يكون وافق عليها المجلس وهو من تنفيذها بما له من السلطة التنظيمية وليس له ان يدخل تعديلا عليها او ان يعفي احدا من التقيد باحكامها .

وله حق العفو الخاص . اما العفو الشامل فلا يمنح الا بقانون .

المادة ٣٨ — يعين رئيس الجمهورية امين سر الدولة ويعزله ويعين عددا من النواب عملا بالمادة الرابعة ويولي الموظفين مناصب الدولة ما خلا التي يعين القانون شكل التعيين لها على وجه آخر ويرئس الحفلات الوطنية .

المادة ٣٩ — مقررات رئيس الجمهورية يجب ان يشترك معه في التوقيع عليها امين سر الدولة ما خلا

تولية امين سر الدولة وعزله .

المادة ٤٠ — رئيس الجمهورية ينشر القوانين التي تمت عليها الموافقة النهائية في خلال شهر بعد احالتها اليه . اما القوانين التي يتخذ المجلس قرارا خاصا بوجوب استعجال نشرها فيجب عليه ان ينشرها في خلال خمسة ايام .

المادة ٤١ — لرئيس الجمهورية الحق في ان يطلب اعادة النظر في القانون مرة واحدة في خلال المهلة المعينة لنشره ولا يجوز ان يرفض طلبه وعندما يستعمل الرئيس حقه هذا يصبح في حل من نشر القانون الى ان يوافق عليه المجلس بعد مناقشة اخرى في شأنه واقراره بغالبية الثلاثة ارباع من مجموع الاعضاء الذين يؤلفون المجلس قانونا .

المادة ٤٢ — يمكن رئيس الجمهورية ان يقرر بموافقة مجلس الحكومة تنفيذ كل مشروع صرح في مرسوم احالته الى مجلس النواب بانه مستعجل بموافقة مجلس الحكومة اذا مضى اربعون يوما من طرحه على مجلس النواب ولم يبت به .

المادة ٤٣ — لرئيس الجمهورية تأجيل انعقاد المجلس الى امد لا يتجاوز شهرا واحدا وليس له ان يفعل ذلك مرتين في الدورة الواحدة .

المادة ٤٤ — يحق لرئيس الجمهورية ان يتخذ قرارا بموافقة مجلس الحكومة بحل مجلس النواب قبل انتهاء عهد النيابة القانوني بشرط ان يبين فيه الاسباب الموجبة .

وفي هذه الحال تجرى الانتخابات الجديدة في خلال ثلاثة اشهر اعتبارا من تاريخ مرسوم الحل ويدعى المجلس الجديد للاجتماع في خلال الايام الخمسة عشر التي تلي اعلان نتيجة الانتخاب .

المادة ٤٥ — مخصصات رئيس الجمهورية محددة في المرسوم الاشتراعي عدد ١ الصادر في ١٠ ايار ١٩٣٢ .

المادة ٤٦ — لامين سر الدولة الادارة العليا على جميع مصالح الدولة .

ويؤمن تنفيذ القوانين والانظمة .

المادة ٤٧ — لامين سر الدولة ان يحضر الى المجلس متى شاء وان يسمع عندما يطلب الكلام . وله ان يستعين بموظف او عدة موظفين .

المادة ٤٨ — اذا خلت سدة رئاسة الجمهورية لاي سبب كان فيقوم امين سر الدولة بمهام السلطة التنفيذية بالوكالة .

المادة ٤٩ — المادة ٤ من القرار عدد ٥٥ الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ ملغاة .

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

الامضاء — دى مارتل

امين السر العام

لاغارد

المستشار التشريعي

مازاس

قـــرار عــــدد ٣

صادر في ٣ كانون الثاني / ١٩٣٤

بتعيين رئيـــــــس الجمهورية اللبنـــــانية

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

بناء على صك الانتداب

وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و١٦ تموز/١٩٣٣

وبناء على المادة ٩٥ من الدستور اللبناني

وبناء على القرار عدد ٥٥ L/R الصادر في ٩ ايار/١٩٣٢ القاضي بتوقيف الدستور المذكور توقيفا جزئيا

وبناء على القرار عدد ١ الصادر في ٢ كانون ثاني/ ١٩٣٤ والقاضي بتنظيم السلطات العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة

وبناء على كتاب الاستقالة الذي ارسله السيد شارل دباس رئيس الجمهورية اللبنانية في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

قـــرر ما يأتي :

المادة الاولى = عين حبيب باشا السعد رئيسا للجمهورية اللبنانية

المادة ٢ = يكون هذا التعيين لمدة سنة ويبتدئ من التاريخ الذي يتم فيه انتخاب مجلس النواب لمكتبه النهائي .

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

دي مارتيل

امين الســـر العام

لاغارد

المستشار التشريعي

مازاس

قرار عدد ٤

صادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

بتولية المسيو بريفا اوبوار وظائف رئيس الحكومة اللبنانية

في اثناء الاعمال الانتخابية

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

بناء على صك الانتداب

وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و١٦ تموز/١٩٣٣

وبناء على المادة ٩٠ من الدستور اللبناني

وبناء على القرار عدد ٥٥ L.R الصادر في ٩ ايار/١٩٣٢ والقاضي بتوقيف الدستور المذكور توقيفا جزئيا

وبناء على القرار عدد ١ الصادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤ القاضي بتنظيم السلطات العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة ·

وبناء على القرار عدد ٣ الصادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤ بتعيين حبيب باشا السعد رئيسا للجمهورية اللبنانية ·

قرر ما يأتي :

مادة وحيدة : بصفة موقتة والى ان يتولى حبيب باشا السعد رئيس الجمهورية اللبنانية وظيفته عمليا يقوم المسيو بريفا اوبوار بسلطات رئيس الحكومة كما هي محددة في القرار عدد ٥٥ L.R. الصادر في ٩ ايار/١٩٣٢

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

دي مارتيل

امين السر العام

لاغارد

المستشار التشريعي

مازاس

الجمهورية اللبنانية

الرئاسة

بيروت في ٢ كانون الثاني / ١٩٣٤

يا فخامة السفير

لي الشرف أن القي بين يديكم المهمة التي كان قد كلفني سلفكم الفاضل القيام بها في ٩ ايار / ١٩٣٢

ان برنامج الاصلاح الذي كنا قد اتفقنا عليه انا وفخامة المسيو بونسو قد نفذ على قدر ما سمحت بتنفيذه عوائق لم يمكن استدراكها !

أن النتائج التي لا سبيل الى نكرانها والتي تمت بمساعدة معاوني الفرنسويين واللبنانيين وغيرهم تدل على النشاط الذي ابدته الحكومة اللبنانية منذ ١٩ شهرا سواء أكان ذلك في المسائل التشريعية ام في المسائل الادارية

ان توازن الميزانية قد امن بواسطة تنقيحات اجريت من غير شفقة في مصاريف الدولة وبالرغم من التخفيضات التي تناولت ضرائب المكلف اللبناني وقد كانت هذه التخفيضات في بعض الاحيان عظيمة .

وقد اعيد النظر في قانون التقاعد مما خفف كثيرا من اعباء الخزينة وقد حرر لبنان باتفاق اخير مع حملة الدين العثماني وبشروط موافقة من كل تعهد خارجي .

اما البلديات ولا سيما بلديات مراكز الاصطياف فقد نظمت تنظيما جديدا ومكنت من القيام تحت مراقبة الدولة الصارمة وبواسطة السلفات التي قدمتها لها باعمال بلدية لازمة نافعة .

ورغبة في تسهيل انجاز اشغال البلديات خاصة والاشغال العمومية عامة والاسراع في هذا الانجاز قد وضع بموجب مرسوم خاص بقانون للقواعد المتعلقة بنزع الملكية للمنفعة العمومية وبتسهيل هذه القواعد .

اما المرسوم رقم ٦١ الذي يؤلف قانون الصحة في لبنان فقد ستتخذ التدابير اللازمة لتأمين حماية الصحة العمومية من جميع الوجوه وقد تممت القوانين الصحية بمرسوم يتعلق بالمؤسسات الخطرة أو المزعجة أو المضرة بالصحة . ثم انه رغبة في مقاومة تدني أسعار الفاكهة اللبنانية المتواصل في الاسواق الخارجية قد وضع برنامج مرتب ترتيبا تدريجيا لتحسين الصادرات اللبنانية ومراقبتها وقد طبق جزء من هذا البرنامج فنجح نجاحا بينا .

وبدئ بصورة جدية بتجهيز البلاد بالمشاريع المائية وذلك بتحقيق مشاريع جر المياه الجديدة وتصليح طرق السقي المهمة الموجودة الان واخيرا بالابتداء بتنفيذ مشروع اليمونة المشهور .

ووُضع قانون جديد لاصول المحاكمات الحقوقية وسيوضع هذا القانون موضع التنفيذ في الوقت نفسه الذي ينفذ فيه قانون الموجبات .

وقد اتخذت تدابير كثيرة لاعادة النظام والترتيب في الدوائر العمومية ومن شأن هذه التدابير ان تضع حداً للاعمال المغايرة للقانون التي كانت تعرقل سير الدوائر المنتظم .

وبما ان الاهداف التي كان يرمي اليها في ٩ ايار ١٩٣٢ قد بلغناه اليوم وبما أن المقصود تبديل حالة هي في جوهرها موقتة بنظام ثابت فاري ان ساعة ذهابي قد أزفت فانا لا أريد ان اخلد في منصبي ولا ان ابقى بعد انقضاء مهمتي . فيجب لهذه الحالة الجديدة رجل جديد .

ان فرنسا التي لم اضع فرقاً بين قضيتها وقضية بلادي قد اظهرت لي بواسطة ممثليها في لبنان ثقة وعطفاً ثابتين . فيمكنها دائماً أن تعتمد على عرفاني للجميل وعلى اخلاصي التام .

فانا اشكر لكم شكراً جزيلاً ما ابديتم لي من علائم اللطف وأرجوكم يا فخامة السفير ان تتفضلوا بقبول فائق احتراماتي .

شارل دباس

بيروت في ٢ كانون الثاني / ١٩٣٤

يا فخامة الرئيس

لي الشرف ان احيطكم علماً بوصول كتابكم تاريخ هذا النهار الذي ابديتم فيه عن رغبتكم في الاستقالة من منصب رئيس السلطة الاجرائية الذي كان قد عهد اليكم به سلفي في ٢ أيار / ١٩٣٢ .

فانا آسف ان ينتهي التعاون الذي قدمتموه للدولة المنتدبة بصفتكم رئيساً للجمهورية اللبنانية منذ تاريخ ٢٦ ايار / ١٩٢٦ والذي تمكنت شخصياً من قدره حق قدره ولكن لا يسعني الا ان انحني امام هذه الرغبة التي اجل تنفيذها مرات عديدة وكنتم عدا ذلك قد نوهتم عنها للمسيو بونسو ولي .

ولي الامل انكم تداومون على ~~[illegible]~~ موازرتنا وانكم حتى بعد رجوعكم الى حياتكم الخاصة تظلون تمدون باختباركم نحو العمل الذي كلفت فرنسا القيام به بموجب صك الانتداب

ويلذ لي خاصة بهذه المناسبة ان اذكر نشاطكم النافع واخلاصكم الذي لا يمل وصفاتكم الادارية المبلوة التي اظهرتموها في اثناء مهمتكم الطويلة .

ان هذه الصفات لم تظهر على اشد ما هي الا عندما قبلتم بعد ان دعاكم البرلمان على مرتين الى اشغال اعلى منصب في الجمهورية متابعة تحمل اعمال السلطة بكل تجرد وبكل روح تضحية تلبية للثقة العامة فيكم .

لا اعود ثانية الى ذكر اهمية العمل الذي قمتم به في اثناء هذه المدة الاخيرة من مهمتكم فيكفي ان نقول انها جعلت ممكنا العود الى حياة دستورية معدلة يجب ان تسير بالبلاد في طريق التقدم والرقي .

فانا اكرر شكري لكم يا فخامة الرئيس للخدمات السابقة التي اسديتموها للقضية الفرنسوية اللبنانية وارجوكم ان تتفضلوا بقبول فائق احترامي .

ه . دي مارتيل

قرار عدد ٤
صادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤
بتولية المسيو بريفا اوبوار وظائف رئيس الحكومة اللبنانية
في اثناء الاعمال الانتخابية

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية
بناء على صك الانتداب
وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و ١٦ تموز / ١٩٣٣
وبناء على المادة ٩٠ من الدستور اللبناني
وبناء على القرار عدد ٥٥ L.R الصادر في ٩ ايار / ١٩٣٢ والقاضي بتوقيف الدستور المذكور توقيفا جزئيا
وبناء على القرار عدد ١ الصادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤ القاضي بتنظيم السلطات العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة ·
وبناء على القرار عدد ٣ الصادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤ بتعيين حبيب باشا السعد رئيسا للجمهورية اللبنانية ·

قرر ما يأتي :

مادة وحيدة : بصفة موقتة والى ان يتولى حبيب باشا السعد رئيس الجمهورية اللبنانية وظيفته عمليا يقوم المسيو بريفا اوبوار بسلطات رئيس الحكومة كما هي محددة في القرار عدد ٥٥ L.R. الصادر في ٩ ايار / ١٩٣٢ ·

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤
المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية
دي مارتيل

امين السر العام
لافارد

المستشار التشريعي
مازاس

قـــرار عـــدد ٣
صادر في ٢ كانون الثاني / ١٩٣٤
بتعيين رئيـــس الجمهورية اللبنـــانية

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

بناء على صك الانتداب

وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و ١٦ تموز / ١٩٣٣

وبناء على المادة ٩٠ من الدستور اللبناني

وبناء على القرار عدد L/R ٥٥ الصادر في ٩ ايار / ١٩٣٢ القاضي بتوقيف الدستور المذكور توقيفا جزئيا

وبناء على القرار عدد ١ الصادر في ٢ كانون ثاني / ١٩٣٤ والقاضي بتنظيم السلطات العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة

وبناء على كتاب الاستقالة الذي ارسله السيد شارل دباس رئيس الجمهورية اللبنانية في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

قـــرر ما يأتي :

المادة الاولى ـ عين حبيب باشا السعد رئيسا للجمهورية اللبنانية

المادة ٢ ـ يكون هذا التعيين لمدة سنة ويبتدئ من التاريخ الذي يتم فيه انتخاب مجلس النواب لمكتبه النهائي .

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

دي مارتيل

أمين السـر العام

لاغارد

المستشار التشريعي

مازاس

الجمهورية اللبنانية

الرئيس

بيروت في ٢ كانون الثاني / ١٩٣٤

يا فخامة السفير

لي الشرف ان القي بين يديكم المهمة التي كان قد كلفني سلفكم الفاضل القيام بها في ٩ ايار / ١٩٣٢

ان برنامج الاصلاح الذي كنا قد اتفقنا عليه انا وفخامة المسيو بونسو قد نفذ على قدر ما سمحت بتنفيذه عوائق لم يكن استدراكها .

ان النتائج التي لا سبيل الى نكرانها والتي تمت بمساعدة معاوني الفرنسويين واللبنانيين وغيرهم تدل على النشاط الذي ابدته الحكومة اللبنانية منذ ١٩ شهرا سواء اكان ذلك في المسائل التشريعية ام في المسائل الادارية

ان توازن الميزانية قد امن بواسطة تنقيصات اجريت من غير شفقة في مصاريف الدولة وبالرغم من التخفيضات التي تناولت ضرائب المكلف اللبناني وقد كانت هذه التخفيضات في بعض الاحيان عظيمة .

وقد اعيد النظر في قانون التقاعد مما خفف كثيرا من اعباء الخزينة وقد حرر لبنان باتفاق اخير مع حملة الدين العثماني وبشروط موافقة من كل تعهد خارجي .

اما البلديات ولا سيما بلديات مراكز الاصطياف فقد نظمت تنظيما جديدا ومكنت من القيام تحت مراقبة الدولة الصارمة وبواسطة السلفات التي قدمتها لها باعمال بلدية لازمة نافعة .

ورغبة في تسهيل انجاز اشغال البلديات خاصة والاشغال العمومية عامة والاسراع في هذا الانجاز قد وضع بموجب مرسوم خاص قانون للقواعد المتعلقة بنزع الملكية للمنفعة العمومية وبتسهيل هذه القواعد .

اما المرسوم رقم ٦١ الذي يتألف منه قانون الصحة في لبنان فقد ستتخذ التدابير اللازمة لتأمين حماية الصحة العمومية من جميع الوجوه وقد تممت القوانين الصحية بمراسيم يتعلق بالمؤسسات الخطرة او المزعجة او المضرة بالصحة . ثم انه رغبة في مقاومة تدني اسعار الفاكهة اللبنانية المتواصل في الاسواق الخارجية قد وضع برنامج مرتب ترتيبا تدريجيا لتحسين الصادرات اللبنانية ومراقبتها وقد طبق جزء من هذا البرنامج فنجح نجاحا بينا .

وبدء بصورة جدية بتجهيز البلاد بالمشاريع المائية وذلك بتحقيق مشاريع جر المياه الجديدة وتصليح طرق السقي المهمة الموجودة الان واخيرا بالابتداء بتنفيذ مشروع اليمونة المشهور .

واذيع قانون جديد لاصول المحاكمات الملوقية وسيوضع هذا القانون موضع التنفيذ في الوقت نفسه الذي ينفذ فيه قانون الموجبات .

وقد اتخذت تدابير كثيرة لاعادة النظام والترتيب في الدوائر العمومية ومن شأن هذه التدابير ان تضع حداً للاعمال المغايرة للقانون التي كانت تعرقل سير الدوائر المنتظم .

وبما ان الاهداف التي ~~كا~~ كان يرمي اليها في ؟ ايار ١٩٣٢ قد بلغناه اليوم وبما ان المقصود تبديل حالة هي في جوهرها موقتة بنظام ثابت فارى ان ساعة ذهابي قد ازفت فانا لا اريد ان اخلد في منصبي ولا ان ابقى بعد انقضاء مهمتي . فيجب لهذه الحالة الجديدة رجل جديد .

ان فرنسا التي لم اضع ~~فرقا~~ وقتا بين مصلحتها ومصلحة بلادي قد اظهرت لي بواسطة ممثليها في لبنان ثقة وعطفا ثابتين . فيمكنها دائما ان تعتمد على عرفاني للجميل وعلى اخلاصي التام

فانا اشكر لكم شكرا جزيلا بما ابديتم لي من علائم اللطف وارجوكم يا فخامة السفير ان تتفضلوا بقبول فائق احتراماتي .

شارل دباس

بيروت في ٢ كانون الثاني /١٩٣٤

يا فخامة الرئيس

لي الشرف ان احيطكم علماً بوصول كتابكم تاريخ هذا النهار الذي ابديتم فيه عن رغبتكم في الاستقالة من منصب رئيس السلطة الاجرائية الذي كان قد عهد اليكم به سلفي في ؟ ايار /١٩٣٢ .

فانا آسف ان ينتهي التعاون الذي قدمتموه للدولة المنتدبة بصفتكم رئيساً للجمهورية اللبنانية منذ تاريخ ٢٦ ايار/١٩٢٦ والذي تمكنت شخصياً من قدره حق قدره ولكن لا يسعني الا ان انحني امام هذه الرغبة التي اجل تنفيذها مراراً عديدة وكنتم عدا ذلك قد نوهتم عنها للمسيو بونسو ولي .

ولي الامل انكم تداومون على موازرتنا وانكم حتى بعد رجوعكم الى حياتكم الخاصة تظلون تمدون باختباركم نحو العمل الذي كلفت فرنسا القيام به بموجب صك الانتداب

ويلذ لي خاصة بهذه المناسبة ان اذكر نشاطكم النافع واخلاصكم الذي لا يمل وصفاتكم الادارية المبلوة التي اظهرتموها في اثناء مهمتكم الطويلة .

ان هذه الصفات لم تظهر على اشد ما هي الا عندما قبلتم بعد ان دعاكم البرلمان على مرتين الى اشغال اعلى منصب في الجمهورية متابعة تحمل اعمال السلطة بكل تجرد وبكل روح تضحية تلبية للثقة العامة فيكم .

لا اعود ثانية الى ذكر اهمية العمل الذي قمتم به في اثناء هذه المدة الاخيرة من مهمتكم فيكفي ان نقول انها جعلت ممكنا العود الى حياة دستورية معدلة يجب ان تسير بالبلاد في طريق التقدم والرقي .

فانا اكرر شكري لكم يا فخامة الرئيس للخدمات السابقة التي اسديتموها للقضية الفرنسوية اللبنانية وارجوكم ان تتفضلوا بقبول فائق احتراماتي .

د. دي مارتيل

قرار عدد ١
صادر في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

متخذ تنفيذا لصك الانتداب ومقرر بموجبه تنظيم السلطات العمومية في الجمهورية اللبنانية وسيرها بصفة موقتة

ان المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية
بناء على صك الانتداب الصادر في ٢٤ تموز ١٩٢٢
وبناء على مرسومي رئيس الجمهورية الفرنساوية الصادرين في ٢٣ تشرين الثاني ١٩٢٠ و١٦ تموز ١٩٣٣
وبناء على المادة ٩٠ من دستور الجمهورية اللبنانية
وبناء على القرار عدد ٥٥ / LR الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ بتوقيف تنفيذ الدستور المذكور في فصوله الثاني والثالث والرابع توقيفا جزئيا .
وبما انه من اللازم اشراك ممثلين للبلاد في ادارة الشؤون العمومية

قرر ما يلي =

المادة الاولى — ان تنظيم السلطتين الاجرائية والاشتراعية في الجمهورية اللبنانية وعلائق هاتين السلطتين فيما بينهما تجري موقتا حسب الاحكام الآتية =

المادة ٢ — يتولى مجلس النواب السلطة الاشتراعية .

المادة ٣ — يتخذ رئيس الحكومة المعين وفاقا للمادة ٢ من القرار عدد ٥٥/R الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ لقب رئيس الجمهورية . ويتولى السلطة الاجرائية بمؤازرة امين سر للدولة يكون مسؤولا تجاهه فقط وبمؤازرة مجلس حكومة في الاحوال المنصوص عليها في المواد ٣٣ و٤٢ و٤٣ .

المادة ٤ — يتألف مجلس النواب =

١) من النواب المنتخبين حسب الشروط المعينة في قانون الانتخاب وعلى اساس نائب عن كل ٥٠٠٠٠ الف ساكن .

٢) من سبعة نواب يعينون بمرسوم من رئيس الجمهورية ويتخذ بموافقة مجلس الحكومة ويكون من الطبقات الآتية =

ا) من محامين واطباء واجزائيين واساتذة التعليم العالي ومهندسين ومديري الجرائد او رؤساء تحريرها بشرط ان يكونوا قد مارسوا حرفتهم مدة عشر سنوات على الاقل .

ب) من تجار وصناعيين وزراع قد دولوا ادارة محل تجاري او مؤسسة صناعية او زراعية مدة عشر سنوات على الاقل .

ج) من موظفين حاليين او قدماء من السلك الاداري او القضائي اشغلوا وظائف تعادل

وظيفة مدير دائرة عامة او رئيس غرفة في محكمة الاستئناف والتمييز او نحوهما .

المادة ٥ — يجوز ان يعين امين سر الدولة من اعضاء مجلس النواب او من غيرهم على السواء. ولا يجوز الجمع بين النيابة ووظيفة امين سر الدولة . ويعتبر النائب المعين امين سر الدولة مستقيلا من النيابة اذا مضى على تعيينه ثمانية ايام ولم يرفض خطيا وظيفة امين سر الدولة .

المادة ٦ — يتألف مجلس الحكومة من امين سر الدولة ومن مديري دوائر الدولة العامة كما هي محددة في المادتين ٢ و ٣ من القرار عدد ٥٥ / LR الصادر في ٩ ايار ١٩٣٢ ومن القاضيين الاكبر درجة في سلك القضاء . ويجتمع برئاسة رئيس الجمهورية . ويعطي مجلس الحكومة رأيه باكثرية الاصوات واذا تساوت الاصوات فيكون صوت رئيس الجمهورية مرجحا .

المادة ٧ — حق اقتراح القوانين منوط برئيس الجمهورية ومجلس النواب .

المادة ٨ — يجتمع المجلس في كل سنة في دورتين عاديتين . فالدورة الاولى تبتدىء يوم الثلاثاء الذي يلي الخامس عشر من شهر آذار وتنتهي في آخر شهر نيسان . والدورة الثانية تبتدىء يوم الثلاثاء الذي يلي الخامس عشر من شهر تشرين الاول وتخصص جلساتها بالبحث في الموازنة والتصويت عليها قبل كل عمل آخر وتدوم هذه الدورة الى آخر السنة .

المادة ٩ — ان افتتاح الدورات العادية وختامها يجريان حكما في المواعيد المعينة في المادة ٨ .

ويحق لرئيس الجمهورية ان يدعو المجلس الى دورات استثنائية . اما مواعيد افتتاح الدورات الاستثنائية وختامها فتحدد بموجب مرسوم .

ويعين برنامج اعمال الدورة الاستثنائية في مرسوم الدعوة .

المادة ١٠ — بيروت مركز المجلس والسلطة الاجرائية .

المادة ١١ — عضو المجلس يمثل الامة جمعاء . ولا يجوز ان تربط وكالته النيابية بقيد او شرط سواء من قبل منتخبيه او من قبل السلطة التي تعينه .

المادة ١٢ — ان الاحوال التي تفقد معها الاهلية النيابية يعينها القانون .

المادة ١٣ — للنواب المعينين الحقوق والضمانات والحصانة التي للنواب المنتخبين ذاتها وعليهم ما عليهم من الواجبات وتشترط فيهم الشروط المفروضة على النواب المنتخبين نفسها ايضا .

على انه لاعضاء المجلس المنتخبين وحدهم الحق بالفصل في صحة نيابتهم . ولا يجوز ابطال انتخاب نائب ما الا بغالبية الثلثين من مجموع الاعضاء المنتخبين .

المادة ١٤ — كل اجتماع يعقده المجلس في غير المواعيد القانونية يعد باطلا حكما ومخالفا للقانون .

المادة ١٥ — لا يكون اجتماع المجلس قانونيا ما لم تحضره الاكثرية من الاعضاء الذين يؤلفونه شرعا . وتتخذ القرارات بغالبية الاصوات . واذا تعادلت الاصوات سقط الامر المطروح للمناقشة .

المادة ١٦ — جلسات المجلس علنية على انه يجتمع في جلسة سرية بناء على طلب الحكومة او خمسة من اعضائه . ويقرر بعد ذلك اذا كان من الواجب اعادة المناقشة في جلسة علنية في المبحث نفسه .

المادة ١٧ — تعطى الآراء بالتصويت الشفوي او بطريقة القيام والجلوس الا في الحالة التي يراد فيها الانتخاب فتعطى الآراء بطريقة الاقتراع السري ، اما فيما يختص بمجموع القوانين او بالاقتراع على مسألة الثقة فان الآراء تعطى دائما بالمناداة على الاعضاء باسمائهم بصوت عال .

المادة ١٨ — كل اقتراح قانون رفضه المجلس لا يمكن ان يطرح ثانية للبحث في الدورة نفسها .

المادة ١٩ — لا يجوز اقامة دعوى على عضو من اعضاء المجلس او ملاحقته بسبب آرائه او تصويته مدة نيابته .

المادة ٢٠ — لا يجوز في اثناء دورة انعقاد المجلس اتخاذ اجراءات جزائية من اي عضو من اعضاء المجلس او القاء القبض عليه اذا اقترف جرما جزائيا الا باذن المجلس ما خلا حالة التلبس بالجريمة (الجرم المشهود) .

المادة ٢١ — اذا خلا مقعد في المجلس فيجب الشروع في انتخاب الخلف او تعيينه وفاقا لمقتضى الحال في خلال شهرين ولا تتجاوز مدة نيابة العضو الجديد اجل نيابة العضو القديم . اما اذا خلا المقعد في المجلس قبل انتهاء عهد نيابته باقل من ستة اشهر فلا يعمد الى انتخاب الخلف .

المادة ٢٢ — تجري الانتخابات العامة لتجديد هيئة المجلس وتعيين النواب غير المنتخبين في خلال الستين يوما السابقة لانتهاء مدة النيابة .

المادة ٢٣ — يضع المجلس نظامه الداخلي .

المادة ٢٤ — عند افتتاح دورة تشرين الاول يجتمع المجلس برئاسة اكبر اعضائه سنا ويقوم العضوان الاصغر سنا بينهم بوظيفة سكرتير . وينتخب الرئيس ونائب الرئيس والسكرتيرين كلا منهم على حدة بالاقتراع السري وبالغالبية المطلقة من اصوات المقترعين . وتبنى النتيجة في دورة الاقتراع الثالثة على الغالبية النسبية . واذا تساوت الاصوات فاكبر المرشحين سنا يعد منتخبا .

المادة ٢٥ — ليس لاعضاء المجلس حق الاقتراع ما لم يكونوا حاضرين في الجلسة ولا يجوز التصويت وكالة .

المادة ٢٦ — للمجلس دون سواه ان يحفظ النظام في داخله بواسطة رئيسه .

المادة ٢٧ — لا يجوز تقديم العرائض الى المجلس الا خطا . ولا يجوز تقديم العرائض بصورة شفوية ودفاعية .

المادة ٢٨ — التعويض الذي يتناوله اعضاء المجلس محدد في المرسوم الاشتراعي عدد ٢ / ل الصادر في ١١ ايار ١٩٣٢

المادة ٢٩ — لا يجوز تعديل ضريبة او الغاؤها الا بقانون .

المادة ٣٠ — يقدم كل سنة في بدء دورة تشرين الاول امين سر الدولة الى مجلس النواب موازنة شاملة نفقات الدولة ودخلها عن السنة القادمة ليفحصها ويوافق عليها . ويقترع على الموازنة بندا بندا .

المادة ٣١ لا يجوز للمجلس في خلال المناقشة بالموازنة وبمشاريع الاعتمادات الاضافية او الاستثنائية

ان يزيد الاعتمادات المقترحة عليه في مشروع الموازنة او في بقية المشاريع المذكورة اعلاه لا يجوز
تعديل يدخله عليها ولا بطريقة اقتراحات مستقلة . ولا يجوز له في اية حالة كانت ان يقترح احداث
نفقات جديدة .

المادة ٣٢ — لا يجوز ان يفتح اعتماد استثنائي الا بقانون خاص .

اما اذا دعت ظروف لم تكن بالحسبان لنفقات مستعجلة فيمكن رئيس الجمهورية ان يتخذ مرسوما بفتح اعتمادات استثنائية او اضافية او بنقل اعتمادات في الموازنة على ان لا تتجاوز هذه الاعتمادات ال(١٥٠٠) ليرة بالبند الواحد . ويجب ان تعرض هذه التدابير على موافقة المجلس في اول دورة يلتئم فيها بعد ذلك .

المادة ٣٣ — اذا لم يبت مجلس النواب نهائيا في مشروع الموازنة قبل الانتهاء من الدورة المعينة لدرسه فيدعو رئيس الجمهورية المجلس لدورة استثنائية تستمر لغاية كانون الثاني لمتابعة درس الموازنة . واذا انقضت الدورة الاستثنائية هذه ولم يبت نهائيا في مشروع الموازنة فلرئيس الجمهورية ان يقرر مرسوما بموافقة مجلس الحكومة يجعل بموجبه المشروع المذكور نافذا بالشكل الذي تقدم به الى المجلس .

على انه لا يجوز لرئيس الجمهورية ان يستعمل هذا الحق الا اذا كان مشروع الموازنة قد طرح على المجلس قبل بداية دورته العادية بخمسة عشر يوما على الاقل .

على انه في مدة الدورة الاستثنائية تجبى الضرائب والتكاليف والرسوم والمكوس والعائدات الاخرى كما في السابق .

وتؤخذ نفقات شهر كانون الثاني على اساس القاعدة الاثني عشرية من الموازنة السابقة بعد ان يضاف اليها ما فتح بها من الاعتمادات الاضافية الدائمة ويحذف منها ما اسقط منها من الاعتمادات الدائمة

المادة ٣٤ — يجب ان يعرض حساب الادارة المالية النهائي لكل سنة مالية على المجلس ليوافق عليه قبل نشر موازنة السنة الثانية التي تلي تلك السنة المتعلق بها ذلك الحساب .

المادة ٣٥ — لا يجوز عقد قرض عمومي ولا تعهد يترتب عليه انفاق من مال الخزانة الا بموجب قانون .

المادة ٣٦ — لا يجوز منح اي التزام او امتياز لاستغلال مورد من موارد ثروة البلاد الطبيعية او مصلحة ذات منفعة عامة او اي احتكار الا بموجب قانون والى زمن محدود .

المادة ٣٧ — ينشر رئيس الجمهورية القوانين بعد ان يكون وافق عليها المجلس ويؤمن تنفيذها بما له من السلطة التنظيمية وليس له ان يدخل تعديلا عليها او ان يعفي احدا من التقيد باحكامها .

وله حق العفو الخاص . اما العفو الشامل فلا يمنح الا بقانون .

المادة ٣٨ — يعين رئيس الجمهورية امين سر الدولة ويعزله ويعين عددا من النواب عملا بالمادة الرابعة ويولي الموظفين مناصب الدولة ما خلا التي يعين القانون شكل التعيين لها على وجه آخر ويرئس الحفلات الوطنية .

المادة ٣٩ — مقررات رئيس الجمهورية يجب ان يشترك معه في التوقيع عليها امين سر الدولة ما خلا

تولية امين سر الدولة وعزله .

المادة ٤٠ — رئيس الجمهورية ينشر القوانين التي تمت عليها الموافقة النهائية في خلال شهر بعد احالتها اليه . اما القوانين التي يتخذ المجلس قرارا خاصا بوجوب استعجال نشرها فيجب عليه ان ينشرها في خلال خمسة ايام .

المادة ٤١ — لرئيس الجمهورية الحق في ان يطلب اعادة النظر في القانون مرة واحدة في خلال المهلة المعينة لنشره ولا يجوز ان يرفض طلبه وعندما يستعمل الرئيس حقه هذا يصبح في حل من نشر القانون الى ان يوافق عليه المجلس بعد مناقشة اخرى في شأنه واقراره بغالبية الثلاثة ارباع من مجموع الاعضاء الذين يؤلفون المجلس قانونا .

المادة ٤٢ — يمكن رئيس الجمهورية ان يقرر بموافقة مجلس الحكومة تنفيذ كل مشروع صرح في مرسوم احالته الى مجلس النواب بانه مستعجل بموافقة مجلس الحكومة اذا مضى اربعون يوما من طرحه على مجلس النواب ولم يبت به .

المادة ٤٣ — لرئيس الجمهورية تأجيل انعقاد المجلس الى امد لا يتجاوز شهرا واحدا وليس له ان يفعل ذلك مرتين في الدورة الواحدة .

المادة ٤٤ — يحق لرئيس الجمهورية ان يتخذ قرارا بموافقة مجلس الحكومة بحل مجلس النواب قبل انتهاء عهد النيابة القانوني بشرط ان يبين فيه الاسباب الموجبة .

وفي هذه الحال تجرى الانتخابات الجديدة في خلال ثلاثة اشهر اعتبارا من تاريخ مرسوم الحل ويدعى المجلس الجديد للاجتماع في خلال الايام الخمسة عشر التي تلي اعلان نتيجة الانتخاب .

المادة ٤٥ — مخصصات رئيس الجمهورية محددة في المرسوم الاشتراعي عدد ١ الصادر في ١٠ أيار ١٩٣٢ .

المادة ٤٦ — لامين سر الدولة الادارة العليا على جميع مصالح الدولة .

ويؤمن تنفيذ القوانين والانظمة .

المادة ٤٧ — لامين سر الدولة ان يحضر الى المجلس متى شاء وان يسمع عند ما يطلب الكلام . وله ان يستعين بموظف او عدة موظفين .

المادة ٤٨ — اذا خلت سدة رئاسة الجمهورية لاي سبب كان فيقوم امين سر الدولة بمهام السلطة التنفيذية بالوكالة .

المادة ٤٩ — المادة ٤ من القرار عدد ٥٥ الصادر في ٩ أيار ١٩٣٢ ملغاة .

بيروت في ٢ كانون الثاني ١٩٣٤

المفوض السامي للجمهورية الفرنساوية

الامضاء — دى مارتل

امين السر العام

لاغارد

المستشار التشريعي

مارآس